

SOUVENIRS POUR DEMAIN



PIERRE VADEBONCOEUR

Recueil d'articles parus
dans *Nouvelles CSN*
entre septembre 1988
et avril 1990



**SOUVENIRS
POUR
DEMAIN**

Cet ouvrage a été publié en supplément à *NOUVELLES CSN*, organe officiel de la Confédération des syndicats nationaux. Produit par le Service de l'information de la CSN, avec la contribution financière de l'imprimerie Métropole Litho, il a été tiré à trois mille cinq cents exemplaires.

Conception graphique: Jean Gladu.

Correction d'épreuves: Guy Ferland, Lucie Laurin, Carmen L'Heureux, Jean-Pierre Paré.

Impression: Métropole Litho.

Publié par *NOUVELLES CSN*, 1601 de Lorimier, Montréal H2K 4M5.

Disponible au Centre de documentation de la CSN, 514-598-2151.

Avril 1990

SOUVENIRS POUR DEMAIN

PIERRE VADEBONCOEUR

Recueil d'articles parus dans
Nouvelles CSN entre septembre
1988 et avril 1990

Avertissement

L'histoire connue du mouvement syndical québécois, celle qui retient les faits, les événements, les dates, les noms, les chiffres, les villes, les manchettes de journaux, quelques circonstances par çà, par là, cette histoire ne s'attarde quasiment jamais aux êtres humains qui l'ont façonnée et sans qui elle n'existerait pas. Leurs personnalités, leurs traits de caractère, leurs forces et leurs faiblesses, leurs cheminements personnels, leurs amitiés, leurs convictions politiques ou religieuses, etc, tout cela est généralement ignoré.

Pourtant, ils ont souvent joué, dans l'histoire du Québec, un rôle aussi déterminant que bien des personnages ou politiciens à qui des biographies ont été consacrées.

C'est à cette immense lacune que nous avons demandé à Pierre Vadeboncoeur de s'attaquer en nous livrant ses souvenirs personnels dans *Nouvelles CSN*.

L'en convaincre n'a pas été chose facile.

Mais une fois sa collaboration acquise, Pierre Vadeboncoeur a bien répondu à nos attentes, et même de superbe façon!

Maintenant colligés, ses articles, publiés entre septembre 1988 et avril 1990, constituent une fresque unique et fascinante de personnages qui ont marqué non seulement l'histoire de la CSN et du mouvement syndical québécois, mais aussi du Québec lui-même, dans une mesure certaine.

Ce sont de véritables portraits, empreints du généreux humanisme de l'auteur, de son humour tout en clin d'oeil, et de son constant respect pour ces hommes et ces femmes qui, parfois dans la lutte opiniâtre, parfois par la ruse inspirée, ont été les moteurs de cette force de changement qu'a toujours été la CSN dans notre société. On en fait la lecture et on regrette inévitablement de ne pas avoir connu, lorsque c'est le cas, les personnages qu'il y dépeint.

Il importe cependant de souligner que ces portraits n'ont pas été rédigés dans la perspective d'être un jour publiés dans un recueil comme celui-ci. Les quelques répétitions que l'on y trouvera, surtout dans les mises en situation de ses personnages, sont donc dues au fait que ces articles étaient à l'origine destinés à un journal bi-mensuel, *Nouvelles CSN*, où elles étaient nécessaires à leur compréhension et à leur «*consommation rapide*» propre à ce type de publication.

«J'ai parlé parfois de l'histoire, au cours de ces articles, a-t-il écrit en concluant sa première année de collaboration à Nouvelles CSN. L'histoire nationale, qui bénéficie maintenant du recul nécessaire pour étudier les grands faits sociaux et politiques des années 30, 40 et 50, a-t-elle souligné pour la peine la singulière probité de ce mouvement populaire (la CSN) et son importance historique générale? J'en douterais. Dommage, car dans l'histoire, il n'y a pas un luxe de ces choses-là.»

Voilà qui est, au moins en partie, corrigé. Merci, Pierre.

Jean-Pierre Paré
Michel Rioux

Préface

*En donnant à son recueil le titre **Souvenirs pour demain**, notre camarade Pierre Vadeboncoeur nous livre en même temps un mode d'emploi. Retour sur une histoire dont plusieurs coutures échappent aux historiens. Et parmi celles-là, des plus importantes, illustrées de manière saisissante par ce portrait de Rosaire Mallette, militant ouvrier décédé prématurément. «Il exprimait l'histoire, l'histoire ouvrière séculaire, telle qu'elle remonte dans le temps, en Amérique et en Europe, pathétique. Rosaire Mallette n'était pas une fabrication mais cette histoire même. Il faut que le mouvement ouvrier se souvienne de cette figure. Mallette n'a pas de monument, mais, que voulez-vous, l'Histoire oublie tout, elle ne sait presque rien.»*

Vadeboncoeur a dressé pour Nouvelles CSN des portraits d'hommes et de femmes qui ont forgé, souvent loin des feux de la rampe et de la gloire du moment, l'histoire du mouvement; il a expliqué comment le terreau syndical a servi de lieu de culture pour les idées qui ont, par la suite, nourri la révolution qui a transformé la société québécoise; il a rappelé à notre souvenir collectif des morceaux d'un passé militant qui risquaient, sans cela, de disparaître. Il l'a fait avec cette écriture et ce style qui font qu'on sort grandi d'une lecture.

En acceptant que ces articles soient publiés dans ce recueil, il permet que ces souvenirs, réunis, servent d'inspiration aux générations d'aujourd'hui qui défendent les mêmes valeurs universelles de justice et de liberté, d'égalité et d'entraide. Pour souder la profondeur, en même temps que la solidité, des assises de notre action. C'est un honneur pour la CSN d'offrir ce recueil aux militantes et aux militants d'aujourd'hui et de demain; c'est un hommage qui est en même temps rendu à celles et à ceux qui nous ont légué ce mouvement.

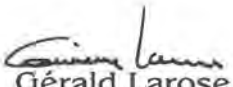

Gérald Larose
Président de la CSN
4 avril 1990

Table des matières

Quand la CSN avait 30 ans et moi aussi.....	page 1
Jean Marchand, autrefois.....	page 4
Gérard Picard:	
Un maître de l'action.....	page 7
Histoires de village.....	page 9
Mission accomplie.....	page 11
Il y a «aumôniers» et «aumôniers».....	page 14
L'extraordinaire école de la CSN.....	page 16
Un ministre, un maire, une souris, un poteau et une omelette.....	page 19
Ce qui s'appelle une vie.....	page 22
Raymond Gagnon:	
Un tempérament de héros.....	page 25
Instantanés d'un grand bonhomme.....	page 28
L'autorité du peuple.....	page 31
La solidarité vivante.....	page 34
Les années prémonitoires.....	page 36
Les idées de ce temps-là.....	page 39
Geoffroy.....	page 42
Une conscience.....	page 45
Marcel Pepin:	
Une force.....	page 48
Un nouveau départ.....	page 51
Des temps troublés.....	page 54

Quand la CSN avait 30 ans et moi aussi...



Conseiller syndical à la CTCC-CSN de 1950 à 1975, Pierre Vadeboncoeur est photographié ici, en 1952, devant le siège social de la CTCC-CSN, le 1231 rue Demontigny, à Montréal.

Dans mon souvenir, le syndicalisme national, en 1950, 1951, 1952, c'est, en plus de tout ce qu'on pourrait en dire, une atmosphère, que je me remémore et que je voudrais essayer ici d'évoquer. Mais il n'est sans doute pas facile, pour le lecteur d'aujourd'hui, d'imaginer un Québec si différent de celui qu'il connaît.

D'abord, la CSN de 1950, alors appelée CTCC, ce n'est pas une grosse machine. Ce n'est pas non plus quelque chose d'étroitement hiérarchisé, ni de très rigidement organisé. Les directeurs de services et les directeurs régionaux, par exemple, ne seront inventés que dans les premières années de la décennie 60. Je me souviens d'ailleurs avoir vu d'un oeil passablement critique apparaître ces nouveaux rouages, qui appartenaient à un autre esprit que celui que j'avais connu jusque-là. Mais, en 1963 ou 1964, ils étaient peut-être devenus nécessaires à cause d'une énorme et récente augmentation du nombre des membres, aussi bien que de la complexité croissante de l'action syndicale.

En 1950, tout était encore un peu artisanal. Notre centrale, à l'époque, si ma mémoire est bonne, c'est seulement 80,000 membres, à peu près. À Montréal, la CTCC, et plusieurs fédérations, et le conseil central, tout cela est parqué dans le vieil immeuble du 1231 de la rue Demontigny (aujourd'hui de Maisonneuve). C'est à peine un immeuble, en réalité... quatre étages d'une bâtisse très étroite dont le dernier est réservé aux assemblées et dont chacun des trois autres ne renferme que sept ou huit bureaux. La comptabilité est reléguée pour sa part dans la cave avec le comptable, mais il est vrai qu'il n'y a pas tellement grand-chose à compter...

Le climat du 1231

On improvise assez et avec les moyens du bord. En voici un petit exemple, personnel. En 1952, lors de la première grève du chantier naval Canadian Vickers, une grève majeure, ponctuée de troubles, d'arrestations et de procès consécutifs à ces arrestations, on me confie, à moi, la défense de ces 36 causes, même si, petit avocat moins qu'approximatif ayant pratiquement abandonné le droit dès ses études terminées plusieurs années auparavant, je n'ai pas plaidé dix causes jusqu'alors dans ma vie!... Si j'ai pu réussir mes plaidoiries dans presque toutes les 36 causes en question, ce n'était pas par compétence, évidemment... C'est, je crois, par conviction, par enthousiasme militant, et quelle que fût par ailleurs la nature des faits ou leur mérite. J'ai tout mis ce que j'avais, tout le travail, tout l'effort, enfin tout ce que je pouvais. Mon cas, sous ce rapport, n'avait du reste rien d'exceptionnel. Car tel était le climat du 1231 de Montigny.

Ferveur, fraternité

À cette époque, il arrivait souvent que le travail, par la force des choses, était improvisé plus ou moins. Les négociateurs avaient appris ou apprenaient sur le tas. Parfois, un directeur de grève, même importante, ce pouvait n'être qu'un jeune homme sans expérience,



Pierre Vadeboncoeur fait référence à la grève de la Vickers, en 1952. Le chantier naval de l'est de Montréal a été souvent le théâtre de luttes ouvrières d'importance.

comme on avait vu en 1949 à Asbestos, ce dont personne d'ailleurs n'avait eu à se plaindre. Les dossiers de négociation ou d'arbitrage, dans bien des cas, étaient assez rudimentaires et plus ou moins dépourvus d'information économique. Il n'y avait pour toute imprimerie qu'un miméographe au 2e étage du 1231. Certains conseillers, non spécialisés, pouvaient représenter n'importe quelle fédération, selon la demande. Mais l'insuffisance relative de la préparation et des moyens était en partie compensée, je pense, par le militantisme, par une ferveur, par une fraternité qui, en stimulant les gens, leur conféraient des ressources qu'ils n'auraient pas eues sans cela...

Telle demeure pour moi, dans ma mémoire, l'illustration (peut-être embellie ou empirée, à cette distance!...) de ce qu'était le syndicalisme de ces années. Peut-être embellie, mettons. Mais ce n'est pas si sûr. Car j'ai une preuve bien particulière de la vérité de la description que je viens de faire: cette preuve, c'est le souvenir absolument certain de mon propre sentiment. Si le milieu avait été moins admirable, moins exaltant, je n'aurais pas eu ce sentiment. Et alors je serais parti, tout simplement.

De toute façon, les permanents n'étaient pas nombreux. Ce dont je me souviens aussi, c'est du désintéressement de la grande majorité de ceux que j'ai connus. On baignait dans un pareil climat. Les salaires étaient dérisoires. Les conditions de travail, on ne s'occupait pour ainsi dire pas de cela. Il n'était pas question, par exemple, de prendre des vacances au cours d'une grève exigeante dont on avait à s'occuper soit comme organisateur, soit comme négociateur, et à ce sujet ma femme m'assure que pendant un certain nombre d'années, je n'ai pas pris de vacances, bien que personnellement je ne me souviens pas de cela.

Quelques noms

Organisateurs, négociateurs. Comment résister à n'en pas nommer un peu au hasard quelques-uns, quitte à omettre involontairement des noms? Philippe Girard, Raymond Couture, Michel Chartrand, Jean-Paul Geoffroy, Paul-Emile Petit, Ted Payne, Fernand Jolicoeur, Jacques Archambault, et la direction elle-même, bien sûr, le président Gérard Picard, le secrétaire général Jean Marchand. Et un avocat, sous les conseils de qui j'ai travaillé à l'époque, à lui seul le service juridique de la CTCC, Théodore Lespérance, un maître, un juriste de première valeur. Cet avocat extraordinaire comptait déjà une quinzaine d'années d'exercice quand il renonça à sa lucrative situation parmi les associés d'une firme prestigieuse pour venir, vers le temps de la grève de l'amiante, travailler pour presque rien à la CTCC, où il resta un certain nombre d'années.

Décembre 71. Une cinquantaine d'ouvriers au salaire minimum veulent se syndiquer chez Dominion Foam, rue Fullum, dans l'est de Montréal. Scénario classique: propriétaire anglophone, son avocat, Roy Heenan, des scabs... «Vous avez le droit de vous syndiquer, mais vous n'en avez pas les moyens», avait dit Heenan au syndicat.

Les ailes de la liberté

Dans cette centrale, dont la caractéristique non pas tellement d'âge mais d'esprit était la jeunesse et la vivacité, accompagnées nécessairement d'une mentalité créatrice, nous nous sentions libres, nous l'étions. Gérard Picard avait, à juste titre, un prestige tel que, sans faire peser sur nous la moindre autorité, il nous obligeait à donner le meilleur de nous-mêmes. Je ne l'ai jamais vu contraindre personne, ni même faire de reproche à quiconque. Au contraire, il nous livrait, si je puis dire, à notre propre liberté. Tel était un de ses secrets, qui correspondait au caractère de cet homme lui-même libre. Si nous lui demandions conseil dans telle ou telle affaire, il nous guidait avec une lucidité et une sûreté étonnantes. Mais loin d'imposer son idée, ni intervenir de lui-même, il se fiait à nous et il nous donnait par avance une sorte de bénédiction: «Fais de ton mieux, disait-il, et si tu te casses la gueule, on essaiera de réparer ça ensemble!» Alors les gens, sur les ailes de cette liberté, faisaient parfois des merveilles! □



Jean Marchand, autrefois

Quand Jean Marchand fut élu secrétaire général de la CTCC (CSN), il devait avoir à peu près vingt-huit ans. C'était très jeune. Mais il possédait des qualités tout à fait exceptionnelles: vive intelligence, jugement sûr, esprit critique, tempérament passionné, sincérité évidente, sans parler d'une éloquence extraordinaire de tribun, comme on n'en rencontre pas plus de deux ou trois par siècle dans un pays. C'était il y a une quarantaine d'années. C'est dans la nuit des temps. Un certain nombre de personnes, impressionnées à juste titre, voyaient en lui l'espoir de notre génération, non seulement pour le syndicalisme, mais pour le pays lui-même. Cette opinion n'était pas déraisonnable alors. Le fait est que, dans la centrale, il devint tout de suite, avec Picard et sur un pied d'égalité avec lui, l'âme dirigeante du mouvement. Dès vingt-huit ou vingt-neuf ans, je le répète.

Un réaliste

La CSN lui doit beaucoup. Je puis en témoigner directement, l'ayant vu à l'oeuvre de 1950 à 1965. Certes, à partir d'un certain temps, il ne se montra plus à la hauteur des grands espoirs qu'il avait soulevés et je tenterai de dire comment ou pourquoi. Mais sur sept, huit et peut-être dix ans, en tandem avec Picard, il fut au tout premier rang de ceux qui, d'une main sûre, firent progresser une CSN en butte à d'âpres difficultés et en rapide évolution. Il contribua à cette évolution, d'une manière positive certes, mais aussi par un don de prudence qui constamment tendait à éviter à la centrale les exagérations, les excès et les faux pas, autant de dangers qui guettent sans cesse un mouvement qui se modernise et se radicalise.

Un certain nombre de choses caractérisaient alors Marchand et tout d'abord, le sens des responsabilités. Il n'appartenait pas, par son passé, à la classe ouvrière mais il est clair qu'il travaillait pour elle de la manière la plus engagée. À l'époque dont je parle, Marchand était sans doute animé par une conviction totale autant que par un réalisme dont on se rendait compte à la façon dont il jugeait les situations. Il jugeait les situations, mais il jugeait aussi les individus prestement et d'une manière redoutablement nette (trop nette peut-être, trop entière). Il avait ce qu'on appelle le coup d'oeil. Il supportait particulièrement mal les personnes d'un jugement qu'il estimait douteux. Sur ce point, il se montrait tranché, parfois tranchant, trop. Cela le faisait parfois verser dans le conservatisme et dans le rejet de l'imagination et des audaces nécessaires. Mais, règle générale, il tenait la barre d'une main ferme et d'une manière remarquablement avisée.

Marchand est un de ceux qui ont fait la révolution tranquille avant la lettre: dans la centrale d'abord, et aussi à la faveur du nouveau rayonnement de celle-ci dans la société québécoise des années 50. Des réseaux de résistance au duplessisme se constituaient alors et les personnes qui participaient à cette résistance multiple se rencontraient forcément: la CSN, certains libéraux du temps de Georges-Émile Lapalme, des intellectuels comme ceux de la revue *Cité libre*, des journalistes comme quelques-uns du quotidien *Le Devoir*, des avocats extérieurs au mouvement syndical comme Jacques Perrault, des professeurs d'université, notamment à Québec, enfin, nombre d'esprits progressistes qui cherchaient à libérer le Québec des forces par trop réactionnaires en général et de Maurice Duplessis en particulier.



Jean Marchand à Thetford-Mines en mai 1949, pendant la grève de l'amiante: *«vive intelligence, jugement sûr, esprit critique, tempérament passionné, sincérité évidente, sans parler d'une éloquence extraordinaire de tribun, comme on n'en rencontre pas plus de deux ou trois par siècle dans un pays.»*

Le déclin

Pourtant, il y eut chez lui déclin. Pour quelles causes? Ses dons étaient étonnants, nombreux. Sa bonne foi ne fait pas de doute. Néanmoins, il y avait chez lui un problème. Marchand était un être complexe, hyper-sensible, porté à la mélancolie, et sa fermeté existait moins dans ses profondeurs que dans sa conduite extérieure, je croirais. Il était aussi assez travaillé par l'orgueil et l'ambition. J'ai vu ce déclin, dont quelques-uns s'apercevaient. Marchand devenait moins hardi, moins décidé; les situations syndicales difficiles l'inquiétaient maintenant exagérément. Pas mal plus tard, Picard, qui à ma connaissance ne parlait pourtant jamais en mal de personne (il était au-dessus de cela), m'a dit (c'était au début des années 60) en parlant de Marchand: *«Il a eu la peur de sa vie en 49 pendant la grève de l'amiante, devant l'ampleur du mouvement déclenché, et il ne s'en est jamais relevé»*. Cette parole m'a frappé. Je connaissais l'émotivité de Marchand. Je l'avais vu de moins en moins assuré, et bien des militants en étaient venus à lui reprocher ses attitudes hésitantes.

Dès avant 1960, je suis persuadé qu'il ne cherchait plus sa voie dans le seul syndicalisme. Il lorgnait du côté de la politique depuis 1955 ou 1956. L'époque se prêtait du reste à cela, car enfin, il est bien certain qu'il fallait combattre Duplessis et son régime, de même que toutes les vieilleries. Mais toujours est-il que vers 1960 ou 1962, il méditait de sauter carrément dans la politique. Il m'a dit, vers ce temps-là, que lui et notre génération avions maintenant quarante ans bien sonnés et que si nous voulions faire quelque chose de ce côté-là, il était grand temps de nous décider. Il passait pour proche du parti libéral nouvellement au pouvoir à Québec. Nous approuvions sa politique d'apaisement avec l'État, car à ce moment-là, au début de la Révolution tranquille, il s'agissait de profiter d'une accalmie avec le gouvernement pour obtenir des gains importants, législatifs ou autres, que le mouvement syndical, par son habileté, obtint effectivement. Mais, dans le détail, les syn-

«*La Reine ne négocie pas avec ses sujets*», avait affirmé de façon fort présomptueuse le premier ministre Jean Lesage au début de la Révolution tranquille.

L'un des premiers groupes à forcer le gouvernement québécois à négocier et à signer une convention collective fut celui des employés de la Régie des alcools du Québec, après une grève qui dura de décembre 1964 à février 1965. C'est

à l'occasion de cette grève que René Lévesque, ministre, adressa à l'endroit des grévistes son fameux: «*Lâchez pas!*» Quatre mois plus tard, Jean Marchand quittait la présidence de la CSN. Sur la photo, Jean Lesage, à gauche, regarde Pierre Vadeboncoeur et René Chartrand, président du syndicat, en train d'apposer leur signature au bas de l'entente négociée.

diqués se méfiaient. Il avait tenté de s'immiscer dans les négociations de la première grève des employés des Alcools, en 1964. Les intéressés l'avaient jugé trop près du pouvoir, avec raison. Autre exemple: un syndicat de journalistes lui avait exprimé son peu de confiance, pour la même raison.

Sa démission: une fin de carrière

Marchand quitta le mouvement au printemps de 1965. Plusieurs militants et permanents en étaient réellement à souhaiter son départ. Il avait certes rendu de très grands services à la CSN, aux travailleurs, au mouvement syndical et social. Mais il était devenu trop irrésolu dans ses actes et dans son orientation. Il avait d'ailleurs fini par trop mettre son personnage en cause dans ce qu'il faisait, dans ce qu'il ferait. Il se voyait trop ailleurs, dans un grand rôle. En réalité, hélas, il se dirigeait vers une sorte de fin de carrière assez peu digne de ses débuts, qui avaient été tellement prometteurs.

Un jour, cette année-là, j'étais dans le bureau de Marcel Pepin, qui m'annonça le départ de Marchand. Marcel paraissait troublé. Pour ma part, franchement, je pensais que Marchand, qui avait fait beaucoup, avait fait aussi son temps. «*Mais il n'y a personne pour le remplacer! Qui peut prendre sa place?*» s'exclama Marcel. «*Qui peut prendre sa place?*» répliquai-je. *C'est simple: toi*». Pepin doutant de soi, ne sembla pas sur le moment croire que c'était une bonne idée. Il avait tort. □



Un maître de l'action

«Ce qui a peut-être le plus contribué au militantisme de la CTCC et à sa nouvelle orientation, c'est que je ne craignais pas, ni ceux qui m'entouraient, de faire face à la grande entreprise. Et c'est elle qui, sans l'avoir recherché, a fourni les contingents de syndicalistes militants qui ont changé la face de la centrale. Il y en avait déjà, de ces militants, mais trop peu nombreux».

(Extrait d'une lettre personnelle de Gérard Picard à Pierre Vadeboncoeur)

Un large sourire, éclairé par un rien de malice, et moins encore de malice que d'intelligence amusée, un sourire vivant, assuré, optimiste, actif, entreprenant, c'était Gérard Picard, qu'on ne voyait guère jamais autrement. Ce petit homme extraordinaire, président de la CTCC (CSN) de 1946 à 1958, après en avoir été le secrétaire général, je ne l'ai jamais vu soucieux, encore moins anxieux ou déprimé, quelle que soit la circonstance. Sur ce point, il était très différent de Marchand. Picard, aux prises avec une situation? Au pire: sérieux, réfléchissant, concentré, mais chez lui la réflexion était vite faite et le problème considéré s'ordonnait vite dans sa tête, de sorte que, généralement sans tarder, Picard se mettait à vous le déplier tout haut, à vous le délier, d'une parole claire comme son idée. Car ses idées étaient claires.

Une chose me frappait: il était l'homme des solutions. Penser à un problème, on aurait dit que cela équivalait pour lui à le résoudre, c'est-à-dire à le débiter en éléments de solution. Ainsi fonctionnait sa faculté d'analyser. Il ne restait pas suspendu longtemps à se poser des questions sans réponses: il donnait des réponses, car il avait un esprit prompt, concret et efficace. Ainsi Picard était-il quelqu'un de très tonique. Il m'est arrivé, par exemple, de voir un groupe arriver à son bureau avec un problème difficile et angoissant, puis, une heure ou deux après, ce groupe en ressortir confiant, rassuré, affirmant qu'encore une fois Picard avait tout débroussaillé.

Le négociateur

Ces dispositions faisaient de lui un négociateur jugé exceptionnel. On répétait qu'il n'était jamais à court d'une contre-proposition. J'ai pu, à l'occasion, le voir élaborer de ces solutions de rechange. S'il faisait face à un mur infranchissable, il allait jusqu'à inventer quelque clause savamment obscure qu'on pourrait peut-être, plus tard, une fois la convention signée, plaider en arbitrage à l'avantage du syndicat... Pareille recette, c'était là un des secrets qu'il nous confiait parfois, malin, l'œil pétillant, le sourire en coin, heureux encore une fois d'avoir été adroit, mais n'en tirant pas vanité, car c'est un sentiment qu'il ne connaissait pas.

Devant ses adversaires, il restait calme; mieux, il était calme. Il n'élevait pas la voix, ne se fâchait jamais, il demeurait poli, répondait avec des prodiges de raisonnements, parfois avec une nuance d'ironie, cependant.

Il avait beaucoup d'habileté. Je l'ai vu une fois, à la télévision, après une question qui l'embêtait ou à laquelle il ne voulait pas répondre, partir dans un long développement à côté du sujet, semer question et questionneur, pour aboutir plus loin, ailleurs, sur un terrain mieux à sa convenance...

Devant le congrès, d'ailleurs, il n'était pas d'une habileté moindre, veuillez m'en croire. Pour s'aider, il disposait en outre d'une excellente connaissance (quelquefois capricieuse!...) des règles de la procédure. Comme il était président, cette connaissance - et la faculté qu'il avait de se tirer d'embarras - était généralement efficace.

La Révolution tranquille, dix ans d'avance

Voilà pour la tactique. Mais il n'était pas moins fort en stratégie. Ce dernier talent eut une importance historique incomparablement plus

grande que l'autre. Picard a joué un rôle très considérable dans la modernisation de la CSN. À une époque où le Québec était à peu près figé dans le passé et où le clergé encadrait presque tout et en particulier notre centrale syndicale, il a su manoeuvrer de telle manière que celle-ci, sur une dizaine d'années à peine, est devenue une force politique importante, tirant sur la gauche, idéologiquement libre et progressiste. Entre-temps, il a également beaucoup contribué à en faire une force syndicale dynamique et hardie, une centrale beaucoup mieux équipée qu'auparavant en services et en personnel, et peut-être le plus grand et le meilleur symbole de ce qui allait se passer par la suite au Québec. En effet, la Révolution tranquille, qui commença en 1960 pour le Québec dans son entier, finissait de se réaliser précisément cette année-là à la CSN, pour l'essentiel... À ce moment-là, cette révolution durait déjà depuis dix ou quinze ans dans la centrale. La pensée avait été libérée. L'ouverture sur

l'avenir était faite. L'efficacité technique des services était déjà bien assurée. L'élargissement des horizons également: par exemple, la CSN assumait maintenant un rôle politique indéniable; d'autre part, elle s'était ouverte à la collaboration inter-centrales; de plus, elle affichait dans les faits, sinon encore dans les mots, une attitude contestataire bien à elle devant les forces économiques dominantes.

Le stratège

Tout cela fut accompli en partie grâce aux qualités de stratège de Picard. N'oubliez pas que nous étions alors dans une société profondément conservatrice, retardataire, traditionaliste à l'extrême, assujettie aux idées du passé. Il fallait tenir compte de ces données nationales. Picard était tout le contraire d'un amateur de vieilleries: il était en avance sur son temps, progressiste, tourné vers l'avenir, libre et mobile. Mais il était très réaliste. C'est donc par la porte de la tradition qu'il a fait entrer les idées de l'avenir... Autrement dit, longtemps il évita de changer les mots, se contentant de changer les choses derrière les mots. Il n'avait pas l'air de changer non plus la pensée, les pensées. De concert avec Marchand, il continuait de s'appuyer formellement sur celles de l'Église. Je me demande d'ailleurs s'il songeait réellement, vers 1950, à introduire d'autres mots, par exemple le vocabulaire socialiste, à la place de ceux dont il se servait encore, comme «doctrine sociale de l'Église», etc. Je ne le crois pas. Picard était un pragmatique. Un fait est certain: il se conforma assez longtemps aux usages encore dominants de cette époque. Vous m'en croirez à peine, mais Picard et Marchand, en 1950, 1951, 1952, se rendaient encore à la retraite fermée annuelle organi-

sée par l'aumônier général, le chanoine Pichette. Ils ne jugeaient sans doute pas le moment venu de laisser tomber cette tradition. Pendant qu'ils modernisaient tout, ils conservaient les formes. Ils mettaient les choses devant, laissant les mots traîner derrière. Cela n'avait pas d'importance.

Du reste, en ce temps-là, la CSN (CTCC) jouissait d'un certain nombre d'appuis importants à l'extérieur de ses cadres, dont une force sociale majeure: l'Église, justement. Elle favorisait notre centrale. Les évêques l'avaient même appuyée avec éclat pendant la grève de l'amiante en 1949. Les étudiants du temps manifestèrent pour la CTCC et la défense du syndicalisme. Nombre d'intellectuels considéraient également notre mouvement avec faveur, sentant qu'il était en train de changer des choses au Québec, qui avait tant besoin de changements. Certains journalistes partageaient ce sentiment. Assez curieusement, la CTCC, bien que vivement réformatrice sinon révolutionnaire par son action, faisait d'une certaine manière partie de l'ordre des choses... Les appuis dont elle bénéficiait, devant Duplessis, étaient précieux. Picard et Marchand n'étaient pas hommes à négliger de tels appuis. □



Gérard Picard s'adressant aux 10,000 grévistes de l'Alcan, à Arvida, en juillet 1957: *«Il ne restait pas suspendu longtemps à se poser des questions sans réponses: il donnait des réponses, car il avait un esprit prompt, concret et efficace».*

Histoires de village



Le vindicatif premier ministre Duplessis est all  jusqu'à faire adopter le «Bill Picard» pour priver le président de la CTCC de son permis de conduire, rétroactivement de surcroît. *«Pour embêter quelqu'un ou se venger de lui, cet homme ne dédaignait pas de travailler dans l'infiniment petit»*, rappelle Pierre Vadeboncoeur.

Photo tirée de *Duplessis et son temps*, de Robert Rumilly,  d. Fides.

  partir de la grève de l'amiante de 1949, la CTCC fut surveillée de près par Duplessis et directement combattue par lui. On disait de lui qu'il avait une «ligne directe» avec le président de la Commission des relations ouvrières, cette commission qui, à l'époque, accordait ou refusait les accréditations de syndicats. Il devenait anormalement trop difficile, pour la CTCC, d'obtenir gain de cause devant cette commission. Mais Duplessis, autocrate, vindicatif, tombait aussi dans la persécution mesquine et personnelle.

  l'époque, lointaine, où Marchand était jugé plus dangereux que Picard, le premier ministre, à l'occasion d'une délégation de la CTCC, accepta de recevoir celle-ci mais à la condition que Marchand n'en fasse pas partie... Mais Picard ne perdait rien pour attendre et il allait avoir son tour. Ce sera l'histoire du «bill Picard», une loi que Duplessis fit adopter tout exprès contre lui. Cette historiette loufoque vaut la peine qu'on la raconte, car elle donne une certaine idée de la petite société fermée et folklorique qu'était le Québec au début des années 50 et elle en dépeint le climat. Les faits de cette affaire sont ridiculement insignifiants, comme on le verra. Duplessis, pour embêter quelqu'un ou se venger de lui, ne dédaignait pas de travailler dans l'infiniment petit.

Saint-Janvier, P.Q.

Picard, donc, un jour, avait travers  le village de Saint-Janvier, situé entre Montréal et Saint-Jérôme, à une vitesse d'environ 60 milles à l'heure. Il faut savoir que ce village comptait un bien petit nombre de maisons, distribuées de part et d'autre de la route 117, très large là comme partout, de sorte qu'on se rendait à peine compte qu'on était dans un village:   cet endroit, c'était comme une rase campagne un peu plus peuplée, avec une route un peu plus bordée d'habitations qu'ailleurs. Picard fut arrêté et il eut son procès.

Une histoire de basse-cour

Il me demanda de le défendre en qualité d'avocat. Il fut trouvé coupable. Le juge Lafontaine, un «bleu», vieux partisan de Duplessis, ne se contenta pas de le condamner à la perte de son permis mais lui tomba dessus avec un sermon. J'entends encore cet absurde magistrat tonner du haut de sa tribune: «Monsieur Picard, criait-il presque, ce n'est pas de la justice sociale que vous avez faite là, c'est de l'injustice sociale!» Textuel. La CTCC n'était pas très bien vue dans les parages...

Cette histoire minuscule, déjà grotesque, eut une suite en deux temps, tout aussi amusante. Pendant ou après le procès, Michel Chartrand et Picard, retournant de Saint-Jérôme   Montréal, s'aperçurent soudain qu'ils suivaient le juge Lafontaine! Ils traversèrent Saint-Janvier   la même vitesse que lui, c'est-à-dire à 60 milles à l'heure... La situation était piquante, cocasse. La vitesse fut notée, évidemment. Michel, après la condamnation de Picard, se fit naturellement un devoir, à la radio de Sherbrooke, ville où il travaillait alors, je crois, de raconter à quelques reprises l'incident et de se moquer copieusement du juge. On sait ce dont Michel Chartrand est capable dans ce genre! Cela prit les proportions d'un joyeux scandale impliquant la «Justice» et les juges de «basse-cour», comme Chartrand désignait les magistrats des juridictions

inférieures. On s'amusait tout de même beaucoup dans ce temps plein de raseurs. Et Michel, à lui tout seul, valait *Le Canard enchaîné*.

L'aumônier entre en scène

Or, le juge Lafontaine, pour comble, était l'oncle de l'abbé Lafontaine, aumônier du Conseil central de Montréal. L'oncle communiqua avec le neveu en lui demandant d'intervenir pour faire cesser cette provocation qui faisait rire de lui. L'abbé, au lieu d'envoyer promener son oncle, essaya de s'acquitter de sa mission! Mal lui en prit, car quelle chance avait-il avec nous - et à plus forte raison avec Michel? Donc, il fut encore question de l'oncle de Jean-Marie sur les ondes, et de la basse-cour...

Pendant ce temps, Picard, fin comme une mouche, ne se tenait pas pour battu. Il réfléchit à son affaire et étudia le texte de loi le concernant. Ce ne fut pas long. Comme il trouvait fréquemment des solutions pour les autres, avec la même efficacité il en découvrit une pour lui-même. Le tribunal lui avait retiré son permis de conducteur. Mais la loi parlait également d'un permis de chauffeur. Celui-ci donnait les mêmes droits que celui-là, plus d'autres. Picard raisonna: «*Je n'ai plus droit au premier, mais qu'est-ce qui m'empêche de me procurer le second?*» Il obtint donc son permis de chauffeur, mais par une précaution qu'il jugea opportune, afin de ne pas se voir refuser arbitrairement cet autre permis par le premier fonctionnaire venu, il le demanda sous un autre de ses prénoms. C'était parfaitement légal.

Le «bill Picard»

Tout allait pour le mieux lorsque Picard, qui conduisait maintenant sa voiture, fut reconnu au volant et interpellé. Duplessis, déjoué par l'astuce de Picard, prit les grands moyens. Il s'arma d'une bombe pour écraser la mouche qui l'agaçait. Ce fut une loi, faite sur mesures, et que l'opinion appela tout de suite le «bill Picard». Elle statuait que la perte du permis de conducteur entraînait la nullité de tout permis de chauffeur et elle s'appliquait, rétroactivement, au cas Picard.

Le piéton

Il ne conduisit plus jamais d'automobile. Plus tard, on l'invita officieusement à demander un permis nouveau. Il refusa. Ce petit fait dit à sa manière que cet homme-là était du côté des piétons, l'avait toujours été et l'est toujours resté. Il n'a jamais recherché de carrière avantageuse, ni dans la politique ni ailleurs.

Il quitta la présidence de la CTCC en 1958. Il gagna comme il put sa croûte par la suite: président du Conseil central de Montréal, conseiller de certains syndicats ou fédérations, puis commissaire du CCRT à Ottawa, où il continua de rendre service aux travailleurs jusqu'à sa retraite. Il se montra discret sur les décisions de ses successeurs, Mathieu, Marchand, alors qu'il était encore dans le mouvement, ne voulant pas se transformer en gérant d'estrade. Je continuais à l'appeler «mon «président» et lui demandais à l'occasion, rarement, ce qu'il pensait de telle ou telle décision de la centrale, plus ou moins avisée. Alors, toujours avec son large sourire et son air un peu malicieux mais surtout rieur, il me répondait que, s'il avait été là, ça se serait peut-être passé autrement... Rien de plus. Picard n'était absolument pas un adepte du dénigrement. □

À l'origine du «Bill Picard», un joyeux scandale impliquant un juge de «basse-cour» que Michel Chartrand avait fait éclater à la radio et qui faisait rire toute la province. L'aumônier du Conseil central de Montréal s'y est même brûlé les doigts.



Mission accomplie

La légende, qui reflète bien ici l'histoire proprement dite, nous montre volontiers Picard, le soir, dans quelque restaurant, au Cercle universitaire, Chez Butch, attabl , discourant, discutant, dialoguant, monologuant, jusqu'à tard le soir, avec tel ou tel exécutif de syndicat ou de fédération, et mettant ainsi au point l'ensemble et le détail d'une affaire. Il n'aimait rien tant que ces longues séances de réflexion, de bavardage, d'examen des situations, de camaraderie, au cours desquelles il étudiait un problème avec un comité et parlait intarissablement aussi de toutes sortes de questions. Quels groupes réunissait-il ainsi? Par exemple, des cols blancs de Montréal, des employés de Dupuis Frères, des ouvriers de Canadian Vickers, des journalistes, des ouvriers de l'imprimerie. Représentez-vous Picard, ainsi entouré, infatigable, décortiquant un problème ou en parlant, l'oeil clair, l'esprit constamment éveillé, président ces curieuses assemblées syndicales qui se passaient autour d'une table, fumant considérablement, s'accompagnant d'un verre, heureux et inventif, malicieux et attentif, dans son rôle plus que jamais. Et j'y ajoute, on verra pourquoi: ne regardant pas à la dépense.

Il ne regardait pas à la dépense. Il ne s'occupait pas de ces choses-là. J'ai déjà dit qu'il n'était pas mesquin; il ne l'était envers personne mais il ne l'était pas non plus pour ces détails. Il a toujours été au-dessus de cela. Donc, au restaurant, il payait pour beaucoup de gens réunis pour des raisons syndicales, et lui-même ne s'en tenait pas toujours à l'addition la moins chère possible. Cela, à son niveau, n'avait objectivement que fort peu d'importance. Ces réunions et certainement le climat dans lequel elles se tenaient étaient très utiles. Elles l'inspiraient, le stimulaient, favorisaient sa créativité, et, pour les syndicats concernés, elles avaient l'incalculable prix de les imprégner d'un esprit et d'une conscience syndicale qui ne les quitteraient plus. Mais quelques personnes, plus douées pour le dénigrement que lui, se mirent à trouver qu'il «c tait cher».

Le «jaspinage»

Tout le monde savait plus ou moins que Marchand était du nombre de ceux qui le d nigraient de cette manière. Picard «c tait cher». Et puis il ne dédaignait pas un verre, ni même plus d'un, ce qui lui fut aussi reproché. Les relations devinrent assez tendues entre Marchand et Picard pour que nous, au niveau des syndicats, dans les conseils centraux, «dans le champ» comme on disait, nous en entendions des  chos. Le dénigrement contre Picard allait bon train. Mais, en somme, c'était à propos de détails, ou d'un comportement parfois peu orthodoxe, ou d'additions à payer... Marchand, véridique tout de même, avouait vers le même temps ceci: «*Sur le plan syndical, je n'ai rien à reprocher à Picard*».   ce point de vue, Picard était en effet inattaquable. Mais le fameux tandem vraiment ne fonctionnait plus très bien.

Ceux qui discr ditaient Picard, y compris certains aumôniers, disait-on, formaient une espèce de mini-parti dans nos cadres. Mais les gens les plus progressistes gardaient   Picard leur plus entière confiance et une loyauté qu'ils n'ont jamais remise en question.

La droite, le cas Bélanger

Vers le milieu des années 50, il y avait une gauche et une droite dans la centrale. Les affinités de Picard se situaient à gauche. La gauche n'était pas communiste mais de tendance sociale-démocrate. La droite n'était pas fascisante, mais contre le socialisme et pour un esprit traditionnel (sans doute) que Picard, ou même Marchand cherchait à dépasser. Dans l'opposition à Picard, on comptait par exemple un nommé René Bélanger, qui représentait la fédération des employés municipaux (sauf, en pratique, ceux de Montréal, qui souvent refusèrent de payer leurs capitaux à cette fédération).



Sous la présidence de Gérard Picard, les liens de solidarité avec le mouvement syndical canadien se sont développés à un degré qui étonne aujourd'hui. Depuis sa fondation, la CTCC était boudée par le mouvement syndical laïque, et il a fallu beaucoup d'adresse à sa direction pour formuler une pensée autonome, émancipée de la doctrine sociale de l'Église, mais sans rupture avec elle. Pendant les années 50, des rapports sur l'unité syndicale étaient débattus régulièrement dans les congrès. La photo ci-dessus montre les dirigeants des quatre grands regroupements syndicaux de l'époque, réunis en janvier 1951 pour lancer une campagne contre la hausse des prix et des loyers. Première rangée: **Gérard Picard**, président de la CTCC; **Percy Bengough**, président du Congrès des métiers et du travail du Canada; **Pat Conroy**, secrétaire-trésorier du Congrès canadien du travail; **A.J. Kelly**, président du comité législatif conjoint des Fraternités de cheminots. Deuxième rangée: **Jean Marchand**, secrétaire de la CTCC; **Gordon Cushing**, secrétaire-trésorier du CMTC; **William Phillips**, vice-président du comité législatif conjoint des Fraternités de cheminots. Pendant cette campagne contre la hausse des prix, une polémique se poursuivait entre la CTCC et le journal catholique *Notre Temps*, qui craignait que de tels rapprochements ne conduisent au socialisme.

Ce Bélanger, à chaque congrès, contestait Picard et ce qu'il représentait dans la centrale. Il faut dire qu'il ne manquait ni d'habileté ni de verbe. De plus, systématique, il était toujours armé de volumineux dossiers, qu'il trimbalait jusque dans la salle du congrès et dont il se servait contre l'exécutif en place. C'était devenu classique.

Sa contestation gagnait d'ailleurs une certaine ampleur et il prenait figure de chef de file. Avec le recul, on se rend compte qu'il préfigurait l'esprit des «Trois-D», lesquels, plus d'une quinzaine d'années après, allaient provoquer la scission de 1972 et la fondation de la CSD. D'ailleurs, Bélanger, tout comme eux dépités par un insuccès, celui que nous allons voir, finit comme eux par quitter la CTCC avec presque toute sa fédération, dénonçant notre centrale comme les «Trois-D» allaient plus tard le faire aussi. Mais ce départ allait avoir lieu quand Picard aurait cessé d'être président.

De même que Dalpé, en 1971, devait échouer dans son ambition de supplanter Marcel Pepin, de même Bélanger parvint seulement en 1958 à s'introduire dans la haute direction de la centrale, l'année même où Picard abandonna la présidence, et il sera battu l'année suivante. En 1955, il avait cherché une première fois à se faire élire trésorier. Il manqua son coup, mais de justesse. L'élection de Bélanger, dange-

reusement plausible, fut jugée menaçante. Picard, au péril de perdre la face, se mit au blanc, quitte à risquer son prestige. Il présenta un autre candidat, qu'appuyait donc la présidence elle-même. Il se leva et prononça cinq mots qui nous saisirent: «Gérard Picard présente Émile Hébert!» Il sauva la situation puisqu'Hébert obtint quelque chose comme deux ou trois voix de majorité...

Un jugement

J'ignore pourquoi au juste Picard ne chercha pas à se faire réélire au congrès de 1958. Il n'avait guère plus de cinquante ans et il était en bonne santé. Peut-être en avait-il assez des ragots, des murmures, de toute cette petite politique, et de Marchand. Il se peut que celui-ci, cependant, ait eu contre Picard certains griefs plus vala-



Gérard Picard apparaît ci-dessus au congrès de 1958, en compagnie de son successeur, Roger Mathieu, qui était alors journaliste à *La Presse*. Le journal ayant refusé d'accorder un congé sans solde pour permettre à Mathieu de remplir son mandat à la présidence de la CTCC, les journalistes déclenchèrent la grève le 1er octobre et obtinrent gain de cause deux semaines plus tard.

bles que ceux que j'évoquais, mais je ne les connais pas. Picard, de toute façon, pour ce que je sais de lui, ne devait pas avoir le goût de lutter pour se maintenir lui-même en place. Quoi qu'il en soit, Marchand, pour ne pas avoir l'air de l'avoir poussé dehors, convint d'une candidature de transition, qui fut celle du journaliste Roger Mathieu.

En fait, Picard avait achevé l'essentiel de son oeuvre. Jamais il n'avait dérogé de la ligne qu'il s'était fixée. Avec une grande rigueur, il avait passé plus de vingt ans, dans les premiers postes, à jouer en vérité le premier rôle dans la conduite et le développement de la CTCC, avec une lucidité, un réalisme, un esprit novateur, une diplomatie, une hardiesse sereine, une mesure, un sens de la stratégie et de la tactique, une affabilité constante, une imagination profonde mais un peu inapparente sous les dehors sans excessif éclat du personnage, - inégalés je crois comme ensemble cohérent de qualités. Picard laissa une CSN transformée, inspirée, ferme, progressiste et au tout premier plan de la cause sociale au Québec et au Canada. Il fut peut-être le dirigeant syndical le plus complet et le plus remarquable de l'histoire syndicale canadienne. Cela tenait dans un petit bout d'homme qui ne se prenait pas nécessairement pour quelconque mais qui ne cherchait pas la gloriole. □

Il y a «aumôniers» et «aumôniers»

Connu comme une institution dans la région de Thetford Mines, l'abbé Henri Masson était toujours actif au conseil central, où plusieurs se souviennent de son rire sonore. À compter du début des années quarante, il a participé à la fondation de nombreux syndicats dans la région de l'amiante et celle des Bois-Francs.

La Confédération des travailleurs catholiques du Canada devait apporter au mouvement syndical en milieu nord-américain plus d'originalité. L'une d'elles, presque une hérésie, consista à intégrer parmi ses dirigeants ou permanents un petit nombre d'intellectuels et même des avocats (ce qui est bien le comble), toutes personnes non sorties du rang, n'ayant même, pour la plupart, jamais été salariées. Cette intégration commença surtout après que Gérard Picard, un journaliste des années 30 qui, au surplus, avait fait son droit, eût été élu président de la centrale en 1946, après en avoir été le secrétaire général. Jean Marchand, à son tour, devint secrétaire général; il avait étudié les sciences sociales à l'Université Laval de Québec. D'autres vinrent tour à tour s'ajouter: par exemple, Théodore Lespérance, avocat, grand avocat; moi-même, à peu près avocat, disons, tout comme Jean-Paul Geoffroy; Gérard Pelletier, journaliste; Fernand Jolicoeur et Jacques Archambault, qui avaient fait des études universitaires; Michel Chartrand - ici, il va sursauter - d'origine petite-bourgeoise, outremontaise d'ailleurs, intellectuel à sa manière mais qui, pour son honneur, avait aussi été commis d'entrepôt et ouvrier d'imprimerie.



En réalité, cette originalité, à la CTCC, remontait à 1921, quand elle fut fondée sous l'impulsion du clergé et des nationalistes. Avant les années 40, la CTCC avait en effet toujours compté des intellectuels, mais ces intellectuels-là étaient prêtres. Quand j'ai fait mes premières armes, en 1950, il y avait encore des aumôniers partout: aumôniers de conseils centraux, de fédérations, voire de certains syndicats, et il y avait même un aumônier général, le chanoine Pichette, qui siégeait à l'exécutif mais sans droit de vote.

L'avenir de ce passé

Il y a quelque chose à retenir de cette double histoire, une histoire en vérité assez bizarre pour une centrale ouvrière.

En premier lieu, c'est que cette centrale, fondée en partie pour des raisons patriotiques et religieuses, et entre autres pour réaliser la pensée de l'Église en matière sociale, a eu, dès son début, par le fait même, la volonté d'appuyer son action sur une philosophie, sur un corps de doctrine, sur des idées générales, et sur une certaine idée de la justice. On peut penser ce qu'on voudra de la doctrine en cause. Pour ma part, je n'en pensais pas grand-chose. Mais ce n'est pas tellement important. Ce qui compte, c'est tout simplement que le syndicalisme de la CTCC-CSN allait, de son origine, conserver jusqu'aujourd'hui des besoins idéologiques, plus semblable en cela aux syndicats européens qu'à la grande centrale américaine AFL-CIO.

En second lieu, c'est que l'arrivée d'un certain nombre d'intel-

Jeune abbé plein d'enthousiasme, Jean-Marie Lafontaine (troisième à partir de la gauche) fut le dernier aumônier du Conseil central de Montréal. Il était devenu évêque auxiliaire de l'archevêché de Montréal quand il est décédé prématurément il y a quelques années.

Debout: Horace Laverdure, président du Conseil central de Montréal de 1948 à 1961.

À sa gauche, Roger Mathieu, président de la CSN de 1958 à 1961.



lectuels assura, en dix ou quinze ans, le remplacement des ecclésiastiques et des formes les plus conservatrices de leur pensée.

Tout cela allait marquer l'histoire du mouvement jusqu'à ce jour. J'ai vécu la période de transition. La doctrine sociale de l'Église était faite de grands principes avec lesquels n'importe quel militant peut très bien vivre et qui peuvent même l'inspirer - justice, charité - comme ils avaient inspiré un Philippe Girard, dont l'action, énergique, virulente même, avait commencé dans les années 30. Cela ne faisait pas problème. Mais par ailleurs, l'Église prêchait une collaboration de classes qui avait eu trop souvent pour effet de faire oublier que l'action syndicale est une lutte. Et puis, elle entretenait l'idée du corporatisme, conception idéaliste, peu applicable, pas mal primaire, et d'ailleurs dangereuse pour les travailleurs. Alors, les «intellectuels» dont je parle, du moins la grande majorité d'entre eux, qui gardaient cette doctrine comme une image de marque dans un Québec encore très soumis à l'Église, en rejetaient en pratique les deux derniers aspects. Picard, esprit largement ouvert, laissait faire cette évolution salutaire et, pour mieux dire, c'est une chose qu'il encourageait par ses attitudes pratiques avec son monde. En très peu de temps, la CTCC devint, sur cette lancée, le mouvement syndical le plus progressiste et pratiquement le plus radical du Québec. Duplessis nous détestait. Il existe quelque part une photo du cabinet des ministres recevant, vers 1952, je crois, la visite annuelle de la CTCC, qui était de tradition à l'époque. Sur cette photo, Duplessis et ses ministres ont tous des yeux en pistolets!

Une révolution tranquille

Plusieurs aumôniers du bon vieux temps cherchaient à garder leur emprise sur la centrale et sur ses syndicats. Nous étions en conflit larvé avec eux. Il n'y avait cependant pas de véritables affrontements. Mais leur présence devenait de plus en plus décorative. Les militants laïques prenaient de plus en plus de place, réduisant progressivement celle des aumôniers à des fonctions purement religieuses. Enfin, un débat sur la déconfessionnalisation pure et simple de la CTCC, entrepris avec un certain courage dans le Québec d'alors par la direction du mouvement, dura quelques années. À un congrès donné, le chanoine Pichette intervint dans le débat avec de forts arguments et beaucoup d'éloquence contre la déconfessionnalisation. L'année d'ensuite, l'opinion des syndicats ayant considérablement évolué sur cette question dans les douze mois, le chanoine intervint cette fois avec beaucoup d'éloquence et de forts arguments pour...

La déconfessionnalisation eut lieu finalement au congrès de 1960. Les aumôniers, dont auparavant je m'étais méfié de plusieurs mais non de tous, continuèrent un certain temps à remplir des fonctions au sein des syndicats, mais ils n'avaient plus vraiment d'influence syndicale. J'en ai connu un à Shawinigan, en 1962, au cours d'une longue grève dans la principale usine du lieu. C'était un type excellent, très vrai, moderne, modeste, très sincère et généreux, une sorte de vrai copain pour tous comme pour moi. Nous parlions beaucoup. Tout le monde l'aimait bien. Nous jouions force parties de ping-pong avec lui, dans la grande salle du conseil central. Il s'appelait Jean-Guy Hamelin. Il est aujourd'hui évêque de Rouyn-Noranda. Je lui écris parfois une lettre, qui commence généralement par ces mots: «*Mon cher camarade-évêque*»... Il ne déteste pas ça. □

L'extraordinaire école de la CSN

Henri-Paul Huard, président du syndicat de Shawinigan Chemicals, à Shawinigan, devait avoir une quarantaine d'années quand les 1,400 ouvriers de cette entreprise se mirent en grève, le 17 août 1962, grève qui allait durer six mois et se terminer par l'une des conventions collectives les plus avancées et les plus complètes du Québec ou du Canada. Huard n'était pas l'homme des grands discours. Réfléchi, sérieux, pas mal bref, concentré, bien que non dépourvu d'humour, il ne parlait pas beaucoup. Mais jamais une parole en l'air ne sortait de sa bouche. Je lui disais en plaisantant, mais avec conviction, qu'il avait l'intelligence d'un juge de la Cour suprême (je voulais dire: d'un bon juge de la Cour suprême...), ce qui le faisait rire, naturellement. Il exerçait un ascendant marqué sur son syndicat. Il inspirait la confiance par son jugement sûr, son discernement, sa parfaite honnêteté, et par sa force morale.

Pourquoi aujourd'hui évoquer la figure de cet homme maintenant disparu, dans un article sur le service de la formation de la CSN? Pour une raison très simple. C'est que cet homme, dont l'intelligence et les autres qualités inspiraient vraiment le respect n'avait, pour tout bagage scolaire, qu'une quatrième année... Le cas était loin d'être rare au Québec, dans ce temps-là. La Révolution tranquille était à peine commencée. L'instruction n'était pas répandue et, pour la majorité de la population, peut-être, elle s'arrêtait à l'école primaire, études que les écoliers ne faisaient même pas toujours jusqu'au bout, ce qui avait été le cas de Huard. Mais le syndicalisme fut pour un grand nombre une extraordinaire école.

Une session de formation sur le budget familial, en 1963, une initiative de la CSN pour combattre l'endettement.

André Laurin, que l'on voit de face, était le moteur de ces sessions qui devaient conduire à la fondation des Associations coopératives d'économie familiale (ACEFs).



Communisme, catholicisme

La CTCC (CSN) s'est préoccupée tôt de former ses membres et les dirigeants des syndicats. En 1948, elle mit sur pied son Service

d'éducation. Mais au Québec, on cherchait déjà depuis plusieurs années à informer et former les travailleurs, notamment pour des raisons politiques, car la révolution, pendant la Crise des années 30, était une chose plausible. Les communistes avaient ce qu'ils appelaient l'Université ouvrière, et les catholiques, eux, avaient entre autres l'École sociale populaire, due aux Jésuites, qui publiait des tracts sur un grand nombre de questions en discussion dans une société agitée par la misère sociale.

Fernand Jolicoeur
mit sur pied le service
d'éducation de la CTCC
en 1948.
Il le dirigea pendant
18 ans.



Fernand Jolicoeur

Fernand Jolicoeur, conseiller syndical à Joliette, fut désigné en 1948 pour mettre en oeuvre les décisions de la centrale dans ce domaine. Il dirigea le Service d'éducation pendant dix-huit ans. Représentez-vous un grand diable de militant, sympathique à l'extrême, dévoué, modeste, efficace, se dépensant sans compter - tel était Jolicoeur -, en contact perpétuel avec la base, organisant sans relâche des sessions d'étude, des séminaires, des cours, des discussions, des colloques, sur une foule de sujets d'ordre général ou technique, quelquefois avec le concours de gens de l'extérieur, des économistes, etc. Je me souviens, pêle-mêle, de quelques-uns des sujets traités: la démocratie, l'arbitrage (on divisait la classe en deux: la partie «patronale», la partie «syndicale», qui plaidaient l'une contre l'autre), les techniques d'organisation, la négociation, le délégué d'atelier, les lois ouvrières, et, avec le temps (car le Service s'adaptait aux problèmes contemporains du syndicalisme), la mesure scientifique des tâches, le régime des prestations supplémentaires de chômage, etc. Le Service, pendant ces années, a sûrement rejoint, influencé, formé et contribué à motiver des milliers de travailleurs.

Le courant moderne

Jolicoeur travailla donc d'arrache-pied dans ce Service, mais il le pensa tout aussi bien et sa pensée, approfondie avec les années, influença beaucoup les décisions du congrès en cette matière. Ce fut un service moderne, d'ailleurs. Il faut absolument souligner le fait qu'il refléta la modernisation de la CTCC et de la CSN durant toutes ces années. Il s'écartait de l'obsession de promouvoir la doctrine sociale de l'Église, pour s'occuper, d'une manière fonctionnelle, de réaliser ou de parfaire l'éducation pratique du militant syndical, en dispensant les connaissances nécessaires à cette fin. Il s'ouvrait sur d'autres horizons aussi. Par exemple, sur la notion de lutte ouvrière. La lutte ouvrière, si fondamentale, en particulier dans les années 40 et 50, la lutte ouvrière, considérée comme une nécessité pour ainsi dire normale et non plus seulement comme un recours tout à fait exceptionnel et rarissime..., était maintenant considérée par la CTCC d'une manière enfin saine et réaliste.



La grève des 1,400
ouvriers de
Shawinigan
Chemicals, en 1962,
un instantané de
l'extraordinaire école
de l'action syndicale.

La grande formatrice: l'action

Cependant, je demeure convaincu que c'est par l'action elle-même que la CSN a exercé sa plus grande influence formatrice. Cette influence, à mon avis, fut énorme, immense. À l'époque où l'instruction des Québécois, comme je le soulignais, était gravement déficiente, les travailleurs apprenaient une foule de choses, comme aujourd'hui encore d'ailleurs, en négociant, discutant, fixant les conditions de travail dans le langage juridique des conventions collectives, apprenant sur le tas les lois et dans les assemblées les procédures, organisant des syndicats, tenant la comptabilité de ces derniers, se défendant devant les tribunaux, faisant face aux avocats et s'habituant à leurs subtilités, lisant, jugeant des situations, etc. Ils pratiquaient en outre quotidiennement la démocratie. Il n'y a pas eu de plus vaste et plus durable école que l'action syndicale en territoire québécois, après le système d'éducation proprement dit et après l'influence historique du clergé. Je pourrais aussi mentionner la formation de la parole dans les assemblées, qui m'a longtemps émerveillé.

L'esprit critique

Et puis, j'ai un autre souvenir, qui m'est assez cher d'autant plus qu'il est un peu à mes dépens... Les négociations de Shawinigan Chemicals, en 1962, étaient, du côté syndical, sous la responsabilité d'un comité de négociation de quinze ou seize membres. Je me trouvais, comme permanent, le négociateur du syndicat. On n'échangeait pas de propositions improvisées, d'un travers à l'autre de la table. Le comité se réunissait, scrutait chaque texte, avant de le lancer de l'autre côté de la table. J'avais beau être avocat et rompu aux problèmes de rédaction, mon comité, aussi perspicace et aussi bon lecteur que je pouvais l'être par formation professionnelle, épluchait mes textes avec une rigueur et une compétence qui m'étonnaient. Quelquefois, le comité, après avoir lu un de ces textes, me priait tout simplement et avec raison d'aller recommencer mon devoir... Où les travailleurs avaient-ils donc acquis un tel savoir? Dans les négociations, dans les arbitrages, dans les procès, évidemment.

Quand, dans le public, on regarde les syndicats d'un oeil par trop critique, il ne serait pas mauvais qu'on s'avise du rôle tout à fait considérable qu'ils ont joué dans l'éducation des masses, dans le développement de leurs connaissances, dans l'éveil de la conscience populaire nationale. Mais on l'oublie... □

Un ministre, un maire, une souris, un poteau et une omelette

Camilien Houde, maire anti-syndical, n'eut pas la meilleure partie dans la grève de Dupuis Frères.



Faisons une pause. On ne peut pas toujours être sérieux. Le milieu syndical, où se passent toutes sortes de choses, où la vie règne, où les situations se précipitent, est souvent, de surcroît, le théâtre d'incidents drôlatiques, tragi-comiques, parfois carnavalesques. La vie syndicale est directe, intense, sérieuse, pleine de surprises, angoissante, fraternelle, mais quelquefois la rigolade - la rigolade éclate! J'étais comme tous les autres: j'ai travaillé, je me suis beaucoup passionné, mais personne ne pourrait dire que nous n'avons pas ri!

Michel Chartrand, organisateur, tribun, meneur, respirant une force de conviction peu commune, ayant embrassé une fois pour toutes la cause du peuple, qu'il n'a jamais laissé tomber, était très doué pour combattre mais aussi pour faire rire. De la répartie à jet continu. Il n'était jamais à court de traits cinglants ET drôles, sérieux ET hilarants.

Ses sarcasmes pouvaient être dévastateurs. Je le rencontre un jour au bar d'un hôtel où nous avons affaire. Il n'avait jamais aimé Marchand.

Ce doux sentiment, il faut dire, était bien réciproque. Or, sur l'heure, il avait appris que Marchand venait d'être nommé ministre de la Main-d'oeuvre et de l'Immigration. Il me communique aussitôt la nouvelle, de sa voix claironnante, pour être entendu du plus grand nombre possible comme il faisait toujours, riant (fort), ricanant, se tordant: «Sais-tu la nouvelle?, me criait-il quasiment dans les oreilles. *Marchand vient d'être nommé ministre du Chômage et de l'Assimilation!!!...* »

L'histoire de la souris

Une autre fois, Chartrand était au micro, pendant un congrès de la CTCC. Il y avait une gauche, il y avait une droite, à la CTCC, comme je l'ai déjà dit. Il y avait ceux qui voulaient aller plus vite, et d'autres qui n'avançaient pas. Michel faisait un discours sur ces retardataires. Ils embarrassent tout le monde et il ne faut surtout pas les attendre, disait-il. «C'est comme l'histoire de la souris», finit-il par raconter, et les gens, naturellement, voulurent savoir ce qui était arrivé à cette souris. «Une fois, la souris traversait un chemin de fer. Le train survient et lui coupe la queue. Alors, surprise, la souris se retourne pour voir ce qui lui est arrivé et le train lui coupe la tête.

«Morale, dit Michel: il ne faut jamais perdre la tête pour un petit bout de queue!...»

La fuite glorieuse

Les femmes grévistes n'étaient en rien inférieures aux hommes grévistes. Ce fut bien plutôt le contraire, dans plusieurs cas. Par exemple, le comportement des femmes, pendant la longue grève de Dupuis Frères, en 1952, passait généralement pour plus hardi, plus déterminé, plus

«Le comportement des femmes, pendant la longue grève de Dupuis Frères, en 1952, passait généralement pour plus hardi, plus déterminé, plus autonome et plus imaginatif que celui des hommes grévistes de ce conflit.»

autonome et plus imaginatif que celui des hommes grévistes de ce conflit. Dans une autre grève, celle d'une petite usine de Beebee, près de la frontière américaine, des femmes furent à l'origine d'un incident somme toute comique et qui eut un salutaire effet sur l'issue du conflit. Un patron avait essayé de forcer la ligne de piquetage en fonçant sur elles avec sa voiture et en passant à un cheveu de blesser grièvement l'une d'elles. Le lendemain, les ouvrières, s'étant ressaisies, s'organisèrent. Elles se munirent d'épingles à chapeau et attendirent le type. L'ayant forcé à stopper sa voiture et à en sortir, elles commencèrent à se servir de leurs armes... Le patron, affolé, prit ses jambes à son cou, en fuite littéralement. Mais comme elles couraient aussi fort que lui, c'est alors qu'on vit quelque chose d'absolument unique se produire; en fait, du jamais vu, et qu'on ne verra plus: un patron, un homme, pourchassé par quelques femmes, faire la seule chose qui lui restait à faire pour s'échapper: grimper à toute allure à un poteau!

Une simple omelette

Mais certains épisodes des luttes syndicales, non moins pittoresques (si l'on peut dire) que celui que je viens d'évoquer, furent plus retentissants, à cause des circonstances, des personnages en cause, etc. Le maire Camillien Houde, large comme une armoire, court, énormément ventru, puissamment laid, et au demeurant plein d'imagination et d'éloquence, d'esprit et de verbe, le type même du gros



Personnage coloré comme on en rencontre peu, Michel Chartrand, «*qui avait du front tout le tour de la tête*», avait le don de dérider son auditoire, parfois même au point de le faire rire à gorge déployée, comme en témoigne la photo ci-bas où l'auditeur (dans le coin inférieur gauche) semble sur le point d'en tomber de sa chaise...



vivant, d'un talent fou, vrai politicien et faux défenseur du peuple se vit le héros involontaire et furieux d'une farce dont il fut la ventripotente victime.

C'était pendant la grève de Dupuis Frères, justement. Comme maire, comme antisyndical, il avait refusé la salle du Marché Saint-Jacques où les grévistes voulaient tenir une grande assemblée publique. Mal lui en prit. Le maire, selon son habitude, prit part, peu après, à la procession Saint-Jean-Baptiste, le 24 juin. Il était assis dans une décapotable décapotée, à côté de madame la mairesse. Le couple, ayant à peine quitté le parc Lafontaine dans le cortège, était arrivé, rue Sherbrooke, à la hauteur de la rue Amherst, et le maire souriait largement à tous et à toutes, se tournant à gauche, à droite, où le peuple était massé, tout au long de la rue Sherbrooke. Soudain, de part et d'autre, des dizaines de minuscules projectiles blancs, peut-être une centaine, peut-être plus, partirent de la foule postée de côté et d'autre de cette rue et en quelques secondes certains l'atteignirent, ainsi que la mairesse. Ces projectiles étaient des oeufs. Le maire criait au chauffeur d'accélérer. Il était maculé, dégoulinant. Le pire, c'est qu'il devait, juste passé la rue Saint-André, se lever devant le Cercle universitaire et saluer les dignitaires de l'estrade d'honneur, dont Mgr l'archevêque de Montréal... Un gréviste fut arrêté.

Je fus appelé comme avocat à me rendre au poste no 1 où l'on avait écroué ce gréviste. Je m'y rendis avec Michel Chartrand. Là, vers 6 heures 30 du soir, surgit Camillien, habillé de frais dans un complet pâle, hors de lui, tonitruant, accompagné de son avocat, Me Masson. «*Où est-il, mon prisonnier?* » hurla-t-il en entrant. Je m'en souviens comme si c'était hier. Nous passâmes tous dans une petite pièce. Houde avait l'air d'un ogre qui n'a pas mangé depuis deux jours. Michel essayait de le calmer. L'autre, naturellement, ne voulait rien entendre. Chartrand, qui avait du front tout le tour de la tête, lui disait, en le tutoyant: «*Voyons, voyons, Camillien, laisse-le aller. Qu'est-ce que ça va te donner d'aller plus loin avec ça?*» Camillien, qui connaissait Chartrand, répondait, outré, outragé, absolument en colère, au sommet d'une voix qu'il avait forte et stridente: «*Vous autres, les syndicats catholiques, vous m'assassinez à coups de crucifix!* »

Le gréviste fut accusé, comparut, et c'est le juge en chef de la Cour municipale qui entendit sa cause... La fin de l'histoire, comme vous voyez déjà, est moins drôle: mon pauvre type attrapa deux mois pour avoir tiré un oeuf sur un maire... □

Ce qui s'appelle une vie...

Philippe Girard est une espèce de phénomène et le fut à tout âge. Quatre-vingt-cinq ans, bon pied bon oeil. Alerté, mobile, il roule actuellement dans une bagnole de l'année. Il a voyagé cette année au Mexique. Il a toujours le verbe aussi abondant, l'esprit plein d'idées et d'images, d'histoires, de raccourcis, de mouvement. Il y a quelques années, lors du 60e anniversaire de la CSN, Philippe, participant à un panel avec trois autres personnes, dont moi, nous vola la vedette pendant deux heures sans la moindre difficulté. Nous l'avons laissé parler, premièrement parce que c'était captivant, deuxièmement parce qu'il n'y avait pas moyen de faire autrement...

Quatre-vingts ans en vingt lignes

Une vie pareille ne se résume pas. C'est plus de soixante ans de conscience syndicale, politique et sociale. Je ne sais par quel bout commencer, ni comment poursuivre. Vie trop pleine d'incidents, d'anecdotes, de mouvement, et parcours trop étendu. D'ailleurs, une existence dont la signification tient autant dans les innombrables discours du personnage que dans les actes qu'il posa, dans les jugements qu'il porta, dans les interventions qu'il fit et les solidarités qu'il vécut, comment résumer ça? On le peut d'autant moins que la profusion fut en quelque sorte la marque de commerce de cet esprit, de cette personnalité. En outre, cette vie fut cohérente et l'image générale qu'elle renvoie se tient.

On peut seulement essayer d'abord de situer brièvement cette histoire, enfin..., ce que j'en sais, par bribes. En style télégraphique, ça donne ceci. Enfance dans Charlevoix, d'une famille ouvrière et pauvre. Son père était «ingénieur stationnaire» (comme on disait en français), c'est-à-dire chauffeur de chaudières. Quitte l'école à treize ans. Travaille chez un grossiste de Montréal. Conducteur de tram vers le début de la Crise, 39 cents l'heure, 84 heures par semaine. Conteste l'union internationale qui est dans la place. Remet sa carte de membre. Défend le syndicalisme national. Devient président du Conseil central de Montréal (CTCC).

Répondant à l'appel du curé Desranleau à Sorel, il diri-

«D'aucun autre orateur syndical ou politique, je n'ai eu aussi véritablement l'impression que la voix que j'entendais était celle même du peuple. Girard intéressait, captivait, amusait, faisait raisonner et émouvait tour à tour son auditoire.»



ge les terribles grèves de 1937 à cet endroit. La maison qu'il habite alors à Sorel est criminellement incendiée et sa famille n'a que le temps de se sauver. Cette même année, il fait un esclandre en apostrophant cavalièrement le premier ministre Duplessis, lors du banquet de la fête du Travail à Montréal, au sujet des grèves de Sorel et de l'industrie textile: «Vous avez vendu les ouvriers comme on mène des animaux à l'abattoir,» lui jette-t-il devant l'assistance stupéfaite. Pendant la guerre, est nommé organisateur en chef du Bloc populaire pour la région de Montréal. Après cette aventure politique, n'a plus le sou ni emploi. Devient livreur d'eaux gazeuses. Revient au syndicalisme, dans l'industrie de la chaussure. Élève sa famille, avec sa femme, Blanche (12 enfants, dont Gilles, qui est toujours à l'emploi de la CSN). Participe à la grève de l'amiante (1949). On le verra dans un grand nombre de conflits qui jalonnent l'histoire de notre centrale. Il n'est pas de ville au Québec où il n'ait porté son action.

Philippe Girard à grands traits

Comment le voyais-je? Comme ceci (toujours en style télégraphique): imagination, beaucoup d'intuition, foncier bon sens, intelligence vive et rapide, connaissance instinctive des humains, divination des foules, sens pratique, sincérité évidente. Issu de la classe ouvrière, toute sa vie fut celle d'un militant. Aucune ambition ne l'a jamais dévoyé. Les partis politiques, bleu ou rouge, se seraient certes arraché ce tribun, cet organisateur-né, cet imaginaire, ce réaliste. Il n'était pas à vendre. Il a toujours été un homme de conviction.

Chez lui, tout est pénétré d'une culture populaire authentique, celle qu'on doit à sa condition matérielle dès le début, aussi bien que celle qui tient aux sources générales de la société où l'on est né: dans son cas, à l'époque, le catholicisme des paroisses, le patriotisme canadien-français, l'histoire de notre peuple, en somme, sa langue, ses moeurs, sa situation, et plus particulièrement la condition économique des masses.

Philippe Girard en 1935, avec son équipe du Conseil central de Montréal, dont il fut président de 1934 à 1942.



Sur la ligne de piquetage des chauffeurs d'autobus de Hull, en juillet 1951. Les chauffeurs faisaient des semaines de 70 à 80 heures pour gagner 50\$. Après une semaine de grève, leur salaire horaire a été porté de 60-77 à 77-91 cents.



L'orateur, le meneur

Philippe Girard est doué au plus haut point pour l'expression orale. Il a beaucoup organisé, beaucoup conseillé dirigeants comme dirigés, beaucoup agi, conduit des grèves et des campagnes syndicales, conçu des stratégies, défié des pouvoirs, mais il a aussi énormément exprimé le peuple, ses intérêts, ses aspirations, sa situation, sa volonté, etc. J'ai souvent entendu ses discours. D'aucun autre orateur syndical ou politique, je n'ai eu aussi véritablement l'impression que la voix que j'entendais était celle même du peuple. Girard intéressait, captivait, amusait, faisait raisonner et émouvait tour à tour son auditoire. C'était plein d'histoires drôles, de saillies, d'apostrophes, d'émotion. Il a un jour, à Arvida, convaincu des milliers d'ouvriers, dans une assemblée, de soutenir d'une menace de grève de sympathie une grève de 800 employés de bureau de l'Alcan, qui étaient leurs camarades, étant dans la même entreprise qu'eux, mais dont ils ne voulaient pas appuyer jusqu'à les demandes. Philippe les avait retournés. C'était un tour de force.

Malgré le fourmillement de son discours et des parenthèses innombrables, il ne perdait pas le fil. Il avait l'esprit de synthèse, le sens voulu pour réduire une situation à ses éléments essentiels et pour suggérer les bonnes décisions à prendre. J'ai connu très peu d'esprits aussi colorés, mais au fond aussi positifs, que le sien.

Une vie

Il y a une chose qui est peut-être la plus importante: cette vie dessine une trajectoire qui ne s'est jamais démentie. J'aurais voulu continuer ce portrait. Il est à peine ébauché, à la hâte. Il y faudrait des chapitres. Comment résumer cette vie? Défense et expression du peuple, incarnation d'une culture populaire, et aussi religieuse dans sa dimension sociale; homme d'ordre et néanmoins contestataire virulent. Il a rendu des services importants. Il a aidé ses concitoyens. Il a illustré la condition populaire. Il a tenu le langage du défi légitime. Il a rendu les travailleurs plus forts. C'était dans un temps où l'injustice était particulièrement criante et le peuple particulièrement démuné. Il faut que le souvenir de tout cela nous reste. Mais malheureusement, il n'y a pas trop d'historiens qui voudraient entreprendre les monographies passionnantes auxquelles donnerait lieu l'histoire syndicale abordée cette fois comme une espèce de roman qui fut réel. Cent figures les attendent qui sont bien plus fascinantes que les politiciens, généralement parlant. En voilà une. □



Philippe Girard, en 1987, avait été invité aux célébrations du 50e anniversaire des fameuses grèves de '37. «Sorel, c'était le pire foyer d'exploitation, le plus atroce, que j'ai vécu», a-t-il rappelé alors.

Un tempérament de héros



Raymond Gagnon, «un inspirateur, un grand meneur, un stratège, un homme juste.»

«Si j'ai travaillé dans les syndicats, ce n'est pas d'abord parce que les vicissitudes de l'humanité me remuaient, sans quoi je n'aurais peut-être pas duré longtemps, car on se fatigue de plaindre et de panser. Au contraire, j'y suis resté parce que j'admirais ».

«J'admirais ». Voilà un petit mot qui en dit long. Ces quelques lignes sont tirées d'un écrit de moi, daté de 1965, soit quinze ans après le début de mon action syndicale. L'admiration, quelquefois enthousiaste, fut certainement un des sentiments dominants de ma vie de militant. Les articles que j'écris depuis quelques mois dans *NOUVELLES CSN*, je me rends compte que ce sont, à des années de distance, des échos de cela même...

Je commence invariablement ces articles dans l'embarras du choix, tant il y aurait à dire de tant de gens avec ou pour lesquels j'ai travaillé. À chaque fois, je laisse de côté, provisoirement j'espère, quelqu'un pour quelqu'un d'autre, non vraiment par choix mais par nécessité, ainsi que toutes sortes d'événements ou d'incidents significatifs, pour n'en retenir forcément que quelques-uns. Le monde syndical tel que je l'ai connu se présentait comme une concentration assez incomparable de talents, de fortes personnalités, d'individus remarquables, évoluant dans un milieu dont laissez-moi vous dire que sa valeur morale moyenne était très nettement supérieure à ce que j'ai vu dans des sphères plus huppées. Le taux de désintéressement, par exemple. La franchise. Le taux d'idéal, si cela se mesure, et cela se mesure en effet facilement. Le degré de passion pour une cause. La volonté de la servir coûte que coûte. Le goût pour la défense des intérêts de l'humanité ou des collectivités. Et ainsi de suite. Alors, comment ne pas admirer?

Parmi divers sujets possibles, j'ai choisi aujourd'hui d'évoquer le souvenir de Raymond Gagnon. Mais vraiment, j'hésite beaucoup à parler de lui. Je ne sais comment faire. Si je dis le fond de ma pensée, j'aurai l'air d'exagérer. Lui n'exagérait jamais. Mais, à la vérité, je n'ai connu personne de plus remarquable dans toute ma carrière syndicale. Gagnon, resté, pour l'histoire, un obscur gréviste, puis un obscur organisateur de la CTCC des années 50, sans titre, sans gloire, sauf celle de sa valeur aujourd'hui fort peu connue, fut en réalité, je veux en témoigner, quelque chose comme un grand homme. C'est un fait. Il faut que cela soit dit. Il ne l'aurait pas admis, il ne l'aurait pas cru, il aurait ri. Tant pis. Il est mort, on peut parler. Il est décédé d'ailleurs bien jeune, d'une tumeur au cerveau, vers les débuts de la quarantaine, en 1964, foudroyé comme un chêne.

Le Far-North?

Mais reportons-nous d'abord en janvier 1960, comme pour le début d'un film. C'est la nuit, dans une petite maison de Hauterive,

toutes lumières éteintes. J'ai dans les mains une carabine 30-30, moi qui n'ai jamais même tenu une carabine à plomb! Je commence à faire mon quart de guet à une fenêtre, comme les autres qui sont là, une dizaine. Mais après dix minutes, un de mes camarades et Raymond Gagnon lui-même, paternels, viennent me dire, en rigolant un peu, que je dois être fatigué, il est deux heures du matin, et que peut-être je devrais aller me reposer... C'est égal, je vous ai donné une bonne idée de l'atmosphère.



Raymond Gagnon
commença à militer
comme gréviste à
Louiseville, lors du
célèbre conflit de 1952.
La Police provinciale de
Duplessis, omniprésente,
extrêmement répressive,
avait alors failli
l'assassiner!

On faisait le guet, cette nuit-là, chez Gagnon, boulevard Blanche, à Hauterive, parce qu'on avait eu vent que la maison serait peut-être attaquée par les agents d'une autre union, dont certains avaient la déplorable manie de se croire dans le Far-West. Cette maison abritait Gagnon, sa femme, leurs quatre enfants, en plus de servir de bureau à la CTCC.

Voilà donc pour l'entrée en matière du film. Mais je m'arrête ici pour vous présenter comme je le vois le principal personnage lui-même.

Un Résistant

Essayons de bien indiquer ses mesures véritables. Gagnon, qu'est-ce qu'il aurait été sur un théâtre historique plus vaste, plus important, disons sur une des scènes du monde? Ce qu'il fut sur la Côte-Nord. Un pacifique, un chef de guerre (de guerre de partisans, dans la Résistance, mettons). Un inspirateur, un grand meneur, un stratège, un homme juste. Un camarade. Et puis, loyal et véridique aussi bien avec les adversaires, tel ce directeur de grande usine dont il fut malgré tout hautement respecté quand il lui fut connu de près. Il donnait sa parole, c'était acquis. L'intelligence. Un courage à toute épreuve. La force physique aussi, grande. La rapidité dans la réflexion et dans l'action. Une volonté de fer. Hospitalier, recevant (sa maison était toujours pleine). Délicat, même, sous sa fruste enveloppe. L'audace. Le bon sens, robuste. (L'une n'exclut pas l'autre). Sérieux, et riant volontiers. Humain, très humain. Généreux.

Croyez que je n'ai rien dit d'excessif. Tous ceux qui ont connu

Gagnon en témoigneront. Après trois ou quatre ans sur la Côte-Nord, il était déjà un peu passé dans la légende, là-bas. Je n'ai pas le choix. Je dois graver cette figure.

Louiseville

Mais que faisait Gagnon sur la Côte-Nord? Il était allé ouvrir la Côte à la CTCC, malgré les puissances qui y régnaient comme une féodalité attardée: le grand capital, le gouvernement Duplessis, acouquinés au pire syndicalisme américain (je dis le pire, car il y avait certes au Québec bien des unions américaines valables), sans compter la plupart des notables locaux. Il y était arrivé seul, ceci est à remarquer. En quelques années, il allait renverser tous les obstacles et devenir, par ses propres moyens, une puissance aussi, avec une centaine de militants qu'il avait formés, une puissance combattue mais gagnante et impossible à réduire.

D'où sortait-il? D'une grève dramatique, celle de Louiseville, en 1952. Ouvrier de l'industrie textile, c'est comme gréviste qu'il commença ses années de militantisme. C'est aussi comme gréviste qu'il sortit de Louiseville, ouvrier non réembauché après la défaite du syndicat. Je devrais plutôt écrire qu'il réchappa de cette grève. Il avait passé littéralement à un cheveu d'être assassiné par la Police provinciale, lors de l'ignoble fusillade des P.P. devant le local du syndicat: une balle de revolver avait troué son chapeau! □

Raymond Gagnon s'adressant aux ouvriers des chantiers de la Manic, lesquels étaient alors 5,000, lors de l'assemblée d'acceptation de leur première convention collective, en 1962.



Instantanés d'un grand bonhomme

Sur la Côte-Nord, Raymond Gagnon, en 1960, ce n'est pas seulement un leader syndical majeur et issu de la base, c'est aussi le mouvement qu'il a créé, c'est dix, cent, cinq cents individus, c'est une masse, ce sont deux mille syndiqués, là-bas, révélés à eux-mêmes comme force, volonté, justice. Cela est d'abord sorti de la pensée et de la justice d'un seul. Quatre ans auparavant, Gagnon était seul, il ne l'est plus. Les travailleurs sont en train de s'imposer dans la région comme une sorte d'événement historique imprévu, un fait social nouveau, véritablement une création, bien que locale.

Je crois à l'influence décisive des personnalités exceptionnelles. Dans ces personnalités, il y a la force de l'esprit. Sous leur inspiration, une masse devient elle-même exceptionnelle, par des vertus qui se trouvent au fond dans la majorité des êtres humains et que les circonstances - luttes sociales, nationales, etc. - révèlent parfois. Le meilleur signe de l'excellence de Gagnon, ce fut précisément cette action de la supériorité sur la supériorité populaire latente. En trois ou quatre ans, contre les puissances dominantes et en plein duplessisme, il a libéré la valeur d'une partie déterminante de la collectivité ouvrière de la région. Ce ne fut pas une banale histoire de syndicalisation tranquille.



Raymond Gagnon, en compagnie d'un dirigeant d'alors du syndicat CSN de la CBA (*Canadian British Aluminium*, l'ancien nom de la *Reynolds*), René Bouchard, à leur sortie d'une séance d'arbitrage conciliatoire de décembre 1960 sur la première convention collective.

Un portrait de Gagnon

L'espace me manque pour raconter même très brièvement ce qui s'est passé dans sa courte vie militante. J'en suis réduit à évoquer le passé avec des impressions, ou en faisant un portrait physique et moral (une ébauche plutôt) du personnage et en résumant en quelques lignes son action.

J'ai parlé de force de l'esprit. Je me la remémore pour ainsi dire visuellement. Une des choses qui impressionnaient, chez Raymond Gagnon, c'était l'autorité, pas celle qu'on exerce mais celle qui se sent sans qu'elle s'exerce. Une autorité recouverte de simplicité vraie, de naturel, d'authentique esprit d'égalité avec tout le monde, de vérité robuste dans les rapports humains comme dans l'action. Mais une autorité. Innée. Regard gris, le plus souvent amical et familier, mais un regard d'acier quand il le fallait, car Gagnon n'était pas toujours entouré d'enfants d'école...

J'ai passé près d'un mois à Hauterive et Baie-Comeau en janvier 1960. Il m'avait fait venir pour voir à ce que la phase finale de la campagne d'organisation en cours dans l'aluminerie de Baie-Comeau (800 ouvriers, alors) se déroule d'une manière absolument fidèle aux formes et formalités légales, car nous aurions à faire face à la Commission des relations ouvrières, suspecte à nos yeux, et il fallait que tout soit préparé d'une manière juridiquement irréprochable. D'ailleurs, Gagnon faisait venir qui il voulait. Un temps, nous étions cinq ou six permanents concentrés là-bas parce que Gagnon l'avait ainsi voulu: Philippe Girard, Maurice Lapointe, Gérard Taylor, Gilles Girard, Napoléon Nadeau, moi-même, et j'en oublie peut-être. Marchand, qui l'estimait beaucoup, lui envoyait les gens qu'il réclamait, surtout dans certaines circonstances sérieuses. Il ne pouvait guère refuser, de toute façon, il faut dire. Une fois, Gagnon menaça de rentrer à Québec s'il n'obtenait pas quelque chose qu'il avait demandé. Alors, Marchand ne marchandait pas trop longtemps...

La syndicalisation de l'aluminerie, importante en elle-même, était considérée de plus par Gagnon comme l'élément-clé de la vaste stratégie syndicale qu'il avait conçue pour toute la région. Il ne s'en laissait pas distraire et il en

Une partie de la ligne de piquetage à la Reynolds de Baie-Comeau, en 1973. «Quand Gagnon disparut, en 1964, à quarante et quelques années, son oeuvre, sans être achevée, était avancée et solide...»



dirigeait l'exécution d'une manière sûre, par exemple évitant de se lancer dans des aventures qui auraient conduit à des défaites et compromis ainsi la suite de ses manoeuvres. L'opération de l'aluminerie, préparée de longue date et menée aussi contre une union moche qui se trouvait en place, fut suivie des procédures habituelles devant la CRO à travers maintes difficultés que le pouvoir nous imposait, jusqu'au vote final qui eut lieu après les élections provinciales de juin 1960. Ce fut un vote victorieux. Je revois encore Gagnon, la veille du dernier jour légal pour déposer la requête d'accréditation, à la fin de janvier, partir à cette fin pour Québec, de nuit, mais seul avec un camarade, contrairement à notre avis (car il risquait d'être intercepté et la requête indispensable avec lui), emportant seulement sa carabine, au cas d'une agression.

Rien à son épreuve

Il avait toujours vingt affaires dans la tête. Il distribuait ses directives, ses conseils, les rôles de chacun. Il se tenait en contact perpétuel avec ses militants. Il travaillait sans cesse. Il syndiquait tout ce qu'il pouvait: la construction, l'hôpital, les chantiers de l'Hydro sur la Manic. Il se rendait là où il fallait, par exemple au Conseil de ville, intervenant quand il fallait. Je me rappelle une scène à cet endroit, à Baie-Comeau: le maire avait ordonné l'expulsion de Gagnon, mais celui-ci, s'adosant fortement à une colonne, défiant quiconque de le sortir, obligea le maire à ravalier son ordre d'expulsion. Gagnon n'a jamais reculé. Il faisait front. Cela faisait une partie de son prestige. Une fois, dans une grève



Raymond Gagnon, en compagnie de Pierre Vadeboncoeur (au centre, allumant sa pipe) et de Gilles Girard (assis, à gauche), aux chantiers de la Manic, en 1962.

de la construction, la ligne de piquetage, composée de très peu d'ouvriers à ce moment-là, voit s'approcher un groupe de types armés. Gagnon fait quelques pas, prend leur chef au collet, le secoue, le traite de lâche et crie aux autres qu'ils sont «trop vaches pour tirer». Stupéfaits, décontenancés, les matamores se retirèrent, pendant que nos gens, enhardis, s'avançaient.

L'Histoire n'était pas au rendez-vous

Résultat de son action, la Côte prit syndicalement et sociologiquement un autre caractère, où la liberté s'affirmait enfin. Quand Raymond Gagnon disparut, en 1964, à quarante et quelques années, son oeuvre, sans être achevée, était avancée et solide. Avec son autorité, son intelligence, son dévouement, sa conviction sans faille, son influence, son intrépidité, sa vigueur physique, sa vigueur morale, il fut un grand meneur, au demeurant le plus cordial ami, foncièrement pacifique comme je l'ai déjà dit mais décidé, et pas l'ombre d'une vanité. Tel était Raymond Gagnon. Il ne m'appartient certes pas de réduire, par je ne sais quelle timidité, les dimensions d'un gars comme celui-là. Gagnon fut un personnage historique à qui il n'aura manqué que l'Histoire avec un grand H. □

L'autorité du peuple

Oubliez 1989. Essayez d'imaginer 1950. Un temps qui, par rapport au temps actuel, était non seulement une autre époque mais à bien des égards, presque un autre monde. Voici d'abord une petite histoire pour vous y conduire. Je vous y mène en auto.

En 1952, je travaillais à temps plein depuis près de deux ans pour la CTCC. À cause des voyages nécessaires dans mes fonctions de conseiller syndical, j'ai alors acheté ma première voiture. Cet engin rudimentaire était... une Chevrolet 37. Un syndiqué de Canadian Vickers, Paul Laframboise, personnage inouï de ce temps-là et dont un jour ou l'autre il faudra reparler, me l'avait vendue à prix fort: 225\$. Je faillis annuler la vente parce qu'une portière ne fermait pas vraiment. Laframboise, qui était persuasif, me convainquit de la garder quand même. C'était l'hiver. On grelottait là-dedans. Néanmoins, je m'habituais à cette glacière. Un jour, aimable, j'offris au président d'un tribunal d'arbitrage, Me Jacques Fournier, de l'amener «dans ma voiture» à Granby, où nous devons siéger. Il fut enchanté de l'invitation. Mais il arriva là-bas bleu comme un raisin. Il faisait (au dehors) un froid de loup. Jamais il ne voulut retourner avec moi. Puis, une autre fois, j'arrivai au volant de ma voiture à une réunion de *Cité libre*. Mes collègues de la revue ne savaient pas encore que j'avais une auto. Elle faisait un certain vacarme. Ils étaient dans la maison. C'est par ce bruit de casserole motorisée qu'ils l'apprirent. Vous ne me croirez pas: savez-vous que j'avais honte? Honte de cette bagnole minable? Pas du tout. Honte tout simplement d'être propriétaire d'une voiture!... (J'en suis bien revenu depuis...).

« En 1950, les syndicats pratiquaient un syndicalisme que j'appellerais fondamental », écrit Pierre Vadeboncoeur. Cette année marquait son entrée à la CTCC-CSN. Au même moment, une grève éclatait à la compagnie Classon de Sherbrooke. Fait très rare, on pourra voir sur la même photo Gérard Picard, Jean Marchand et ... Michel Chartrand.



Cette histoire de rien dit quand même quelque chose, si on force un peu. Elle illustre, en le caricaturant, un certain climat de notre Ancien Régime. Sur un fond d'austérité sincère (mais un peu romantique) chez un militant de l'époque issu d'une classe bourgeoise, il y a, si l'on veut, écrite à l'encre invisible, une histoire de pauvreté plus réelle, celle de la grande majorité des travailleurs d'alors. Il y a aussi l'histoire d'une société retardée et dominée, où le syndicalisme avait encore un caractère prolétarien. Et moi, sans trop me rendre compte du rapport, j'avais l'honneur de n'avoir pas d'argent, de me ficher de ceux qui en avaient, de travailler pour une cause difficile, exigeante, juste, universelle, à laquelle on aurait pu tout donner, j'avais pour ma part besoin de peu, ce n'est pas ça qui compte, etc. Ces sentiments-là correspondaient évidemment à un appel qui, dans ce temps-là, se faisait entendre avec une force singulière.

Coup de tonnerre

Quoi qu'il en soit, pour un moment défaites-vous de vos images d'aujourd'hui, prenez un télescope, braquez-le sur les années 30, 40, puis 50, et essayez de voir. Le Québec d'avant 1950 est jusqu'à un certain point un univers de silence. Le syndicalisme (la CTCC notamment), même virulent, celui des grandes grèves de 1937, celui d'Arvida pendant la guerre, est encore le fait d'une classe qui certes pouvait lutter contre ceux qui l'exploitent, mais



Durant les années 50, «ce n'est pas tellement le rapport de force qui a changé, c'est le rapport d'autorité... Plus les choses vont, moins les syndicats s'en laissent imposer». Les ouvriers de l'Alcan d'Arvida l'ont compris lors d'une dure et longue grève en 1957.

qui le fait encore en inférieure sociale. Il reflète, par son attitude même, combative mais subtilement subordonnée, la condition de ceux qu'il représente dans une société qui domine absolument les travailleurs. Mais en 1949, grève de l'amiante, coup de tonnerre! Ce ne sera jamais plus pareil. Changement considérable: le syndicalisme s'affranchissant lui-même du complexe qui est encore celui des travailleurs, commencera à parler sur le ton de l'égalité aux puissances: monde des affaires, gouvernement.

Quand je débute en 1950, 1952, c'est cependant encore peu perceptiblement que le syndicalisme a relevé la tête. On n'a pas alors assez de recul pour en juger. Dans les années 50, cette émancipation psychologico-sociale deviendra progressivement plus évidente. Étonnement! La nouvelle attitude, si peu violente qu'elle soit, a un certain caractère révolutionnaire. Ce n'est pas tellement le rapport de force qui a changé, c'est le rapport d'autorité. Duplessis, qui n'est pas un imbécile, ne s'y trompe pas.

Nous ne nous y trompons pas non plus, même si cette nouveauté n'est pas tout à fait consciente en nous. Plus les choses vont, moins les syndicats s'en laissent imposer, moins ils intériorisent le jugement dévalorisant de la classe dominante sur le prolétariat et même sur l'ouvrier non prolétaire. Plus ils parlent haut, et de haut. C'est un acquis majeur.

Les différences de cette époque, par rapport au temps présent, ne sont pas minces. En 1950, il y avait changement par rapport à 1936, mais il y aura plus tard changement par rapport à 1950. Par la force des choses, en 1950, les syndicats pratiquaient un syndicalisme que j'appellerais fondamental. Il y avait à cela une raison fort simple: le capitalisme sauvage régnait toujours; on l'avait bien vu encore à Asbestos et à Thetford en 49, et tout au long des années 50, ce sera la même chose. Ce furent alors des luttes infinies et dures pour ce qu'on appelle la «reconnaissance syndicale» (l'accréditation des syndicats), et pour des condi-



Relatant les luttes infinies et dures pour la reconnaissance syndicale, Vadeboncoeur rappelle celles menées dans le secteur public, par les travailleurs d'hôpitaux, «par leurs conditions de salaires encore quasi prolétariennes.»

de salaires demandée par le syndicat d'un hôpital, pas un sou de moins. L'arbitre était un honnête homme, humain et juste. Je veux le saluer ici, le nommer: Me Raymond Beaudet, de Victoriaville.

Rosaire Mallette

Mais il ne faut pas terminer sans vous laisser une autre image de cette époque. Mieux que n'importe quoi, elle est susceptible de faire comprendre l'âme et la réalité d'alors.

Voici le portrait d'un militant ouvrier des années 50, Rosaire Mallette, devenu organisateur à la CTCC, ex-ouvrier d'usine. Il décédera vers 1964, d'une opération cardiaque, à peine âgé de quarante ans.

C'était un militant et un permanent de toute première valeur. Comme individu, il retenait l'attention par une physionomie profonde et grave. Il n'avait que fort peu d'instruction et, de plus, on le sentait embarrassé par son langage, dont il savait les graves déficiences. De santé fragile, il portait sur ses épaules des responsabilités familiales écrasantes. Il n'y avait personne de plus identifié que lui, par son aspect, par sa réalité, à la condition ouvrière. La vie avait pesé sur lui depuis le jeune âge. Faible physiquement, il était cependant psychologiquement très fort. Lucide, raisonnable, passionné, on le voyait possédé d'une flamme intérieure qui était celle d'un homme obsédé de l'idée de libération ouvrière. Il n'avait pas pris cette idée dans les livres. Il l'avait dans la chair, elle s'enracinait dans son passé. Il ne lâcherait jamais. Il était calme; néanmoins, il était inflexible. Physiquement sans robustesse aucune, de taille médiocre, il était doué d'un courage exemplaire. Sans instruction, il discutait à l'occasion avec des adversaires avocats, appuyé sur une logique implacable qui le rendait tout à fait capable de leur tenir tête. Il était pâle, sérieux, et quand il souriait, il y avait une certaine tristesse dans son sourire. On était encore dans des temps de lutte ouvrière classique. Ce fait était comme inscrit dans son existence, dans son comportement, dans l'expression de ses traits, dans son sérieux, dans sa détermination. Nul doute que sans le savoir, il exprimait l'histoire, l'histoire ouvrière séculaire, telle qu'elle remonte dans le temps, en Amérique et en Europe, pathétique. Rosaire Mallette n'était pas une fabrication mais cette histoire même. Il faut que le mouvement ouvrier se souvienne de cette figure. Mallette n'a pas de monument, mais, que voulez-vous, l'Histoire oublie tout, elle ne sait presque rien. □



Rosaire Mallette

tions de travail, de santé et de salaire minimales. Grèves de Vickers, de Dupuis Frères, de Louiseville, dans la seule année 1952, entre autres. Grève de Murdochville (Steelworkers, 1956). On ne finirait plus d'énumérer. Autre exemple, cette fois du parapublic: les travailleurs d'hôpitaux, par leurs conditions de salaire, travailleurs encore quasi prolétariens. Aussi, je réussis à obtenir d'un arbitre, en 1953, qu'il accorde intégralement l'échelle

La solidarité vivante

Je vois encore Emile Sawyer, trésorier du syndicat du chantier maritime de Canadian Vickers, donner des réponses, une demi-heure durant, au cours d'un interrogatoire serré, pendant un arbitrage. L'homme qui essayait de le coincer n'était pas n'importe qui: John Ahern, un des meilleurs avocats de Montréal, un renard, un bon juriste aussi. Il déployait cette fois-là tout son talent, sa rapidité, ses ruses, son insistance pressante, tout cela souligné par ses petits yeux perçants et une mine d'inquisiteur de circonstance. Les questions pleuvaient. Je voyais Sawyer, très conscient de ces manœuvres, nullement intimidé, répondre à tout coup par des balles bien placées comme au tennis... Je jubilais! Ahern faisait tout ce qu'il pouvait. Peine perdue. Il n'avait pas l'avantage. C'était assez merveilleux, dois-je dire. Et puis, quelque chose d'inattendu éclairait cette scène éminem-

ment satisfaisante: après chaque réponse du genre «un trou, une cheville», la figure de mon Sawyer, narquoise, s'illuminait d'un sourire fendu jusqu'aux oreilles, un sourire devenant à certains moments un rire parfaitement audible — bien agréable accompagnement, je trouvais, pour la musique d'Ahern.

Pourquoi raconter ça? Pour plusieurs raisons, en somme, mais trop longues à développer. D'ailleurs, ce n'est pas nécessaire d'expliquer. Les émotions disent tout. Inutile de les commenter. Elles parlent suffisamment. Cette fois-là, en tout cas, j'étais très content, très fier. C'est un petit exemple. Mais il n'y a pas de petits exemples.

C'est comme quand Raymond Couture, qui a tou-

jours eu l'esprit consciencieux et désintéressé, si caractéristique des années cinquante, entre autres, m'expliquait sa façon réfléchie de diriger une grève. Sa volonté d'éviter si possible la violence. L'attention qu'il mettait à tout mettre en oeuvre pour qu'on ne commette pas d'erreurs, et aussi pour éviter d'exposer les grévistes. Mais en même temps, sa ténacité, son intrépidité et sa détermination, et son système, fruit d'une pensée mûrie pendant des années et nourrie par les faits, applicable à la conduite des grèves. Comme négociateur, on se sentait bien appuyé sur cette force. Il n'y aurait pas de bavures. Il y aurait de l'esprit de suite. La résistance tiendrait. On ne peut pas avoir vécu cette confiance sans que le souvenir en soit resté. Mais dire cette confiance suffit. Pas besoin de faire une thèse. La confiance aussi révèle pas mal de choses à propos de l'esprit d'un milieu.



Émile Sawyer, que l'on voit ici accueillir Marcel Pepin à une tribune syndicale, était devenu, après ses nombreuses années de militance à la base, responsable de la modeste imprimerie du Conseil central de Montréal, jusqu'à sa retraite.

Une inspiration quotidienne

D'une certaine manière, on pourrait faire l'histoire du milieu de la CTCC-CSN en se bornant à évoquer un petit nombre de sentiments, de valeurs, d'épisodes. Car enfin, c'est cela, au fond, qui, année après année, expliquait la persévérance des militants, la continuation interrompue de leur action. C'était le quotidien, non pas l'idée abstraite. Peu de chose porte un homme, une femme, les soutient, les pousse, les incite, dessine au jour le jour leur vie, leur action, leur vision: peut-être quatre ou cinq sentiments seulement, constamment provoqués, et un peu de clairvoyance.

Par exemple, la colère..., cette colère dont parle Félix Leclerc dans *L'alouette*. Nous avons tous bien connu ce sentiment rentré, cette force.

La colère d'alors me revient sous forme de souvenirs muets — muets comme était le plus souvent mon indignation elle-même. Devant l'inhumanité de certaines tâches d'usine, devant l'injustice, la bêtise, l'arrogance. On voyait tant de choses!

Souvenirs épars. Salaires de crève-la-faim. Arbitraire. Violence anti-syndicale. Soixante-dix ouvrières congédiées d'un seul coup dans une usine de textiles. Cinquante ou soixante ouvriers mis à la porte d'une manufacture de caisses enregistreuses, pour la même raison. Un pauvre diable de balayeur congédié d'une PME pour avoir déposé son balai dix minutes avant la fin (l'arbitre cassa heureusement ce congédiement). Une ouvrière de filature, trop rapide et trop efficace, recevant en cadeau, pour ses 35 ans de service, une baisse de salaire de 35¢ l'heure, par suite de la réduction de son taux à la pièce (35¢, il y a trente ans, c'était gros: le quart ou le tiers du salaire!). On n'en finirait pas d'énumérer. La subordination chronique des travailleurs. Le droit divin des employeurs. L'usage «rhodésien» de la langue anglaise par bien des compagnies, dans les négociations, à l'époque.

Et puis, il y avait le cas de certains juges. L'un d'eux, en plein délibéré dans un cas de congédiement, estimant d'abord celui-ci injuste et illégal, mais changeant subitement son opinion après s'être aperçu que si la compagnie avait tort, elle devrait verser à l'ouvrier les mois de salaire écoulés depuis le congédiement... Un autre juge, demandant des honoraires de quelque 100\$ pour des séances d'arbitrage qui n'avaient pas eu lieu, tout juste après avoir confirmé le congédiement d'un type coupable d'avoir ramassé pour une quinzaine de dollars de menus objets après un incendie, dans des décombres qu'on s'apprêtait à bulldozer!... Un troisième juge, lors d'un célèbre arbitrage sur la fatigue industrielle dans une grande entreprise de textiles, vers 1953 ou 1954, décidant que le témoignage d'un médecin, autorité internationale en la matière, le docteur Brouha, que nous avons fait venir de New York, n'était pas scientifique... Ce témoignage n'avait pourtant été contredit que par un ingénieur nullement spécialisé dans les questions de santé industrielle, mais le juge, bravant le ridicule et montrant sa partialité, s'était accroché à cette ombre de preuve.

Alors, ne me demandez pas d'expliquer la solidarité entre les travailleurs ou envers eux. Ce ne serait pas compliqué. Je l'ai dit: quatre ou cinq sentiments profonds, l'amitié, l'indignation, la colère, le goût de la justice, la fierté — et d'incessants événements qui brassent tout cela pendant des années...

Tels sont les ingrédients de la solidarité. Celle-ci n'a besoin que d'occasions, mais justement, elles ne manquent pas. Alors, ça peut durer longtemps... □

Raymond Couture, s'adressant à une assemblée de grévistes. Il a oeuvré dans la centrale de 1946 à 1977. «Comme négociateur, on se sentait bien appuyé sur cette force. Il n'y aurait pas de bavures.»



Les années prémonitoires

Je me souviens des premières années du milieu du siècle comme d'un paysage étrange, bizarrement tranquille, où nous étions comme en attente, en attente de quoi? Nous l'ignorions. C'est curieux, le passé, dans le souvenir. Une atmosphère s'en dégage et flotte. C'est comme au cinéma. Cette atmosphère dit certainement quelque chose.

Le Québec d'alors: Duplessis régnant, le capitalisme sauvage florissant, les populations, engourdis et mal préparés à se défendre et à défier, à créer du nouveau. Les oppositions avaient peu de force et elles étaient peu nombreuses: le parti libéral de Lapalme, la CTCC (CSN), quelques autres syndicats aussi, quelques intellectuels, et c'est à peu près tout, pas grand monde. On entendait un tas de vieilles rengaines répétées partout et en particulier par Duplessis, un grand maître en sornettes. Le Québec, c'est alors le paradis des compagnies et des mots creux.

Une opposition improvisée

Notre société était bien dominée. Les opposants? Je les revois aujourd'hui ainsi qu'ils étaient sans doute alors: comme éparpillés dans de petits coins. Ça et là, et peu nombreux d'ailleurs. Un nombre bien limité d'individus, dans chacun de ces petits coins. Quelques hommes politiques libéraux, dont Georges-Émile Lapalme et Jean-Marie Nadeau. Quelques militants et dirigeants syndicaux, principalement mais non exclusivement à la CSN: Gérard Picard, Jean Marchand, et d'autres; et dans les unions dites internationales, Madeleine Parent, Roméo Mathieu, etc. Politiciens et syndicalistes étaient appuyés, eux, il est vrai, sur une base assez large. Puis quelques intellectuels, à l'université, plus trois ou quatre individus osant carrément écrire contre

l'ordre établi, par exemple Jean-Charles Harvey, fondateur d'un hebdomadaire laïque et démocrate, et qui a fini, quelle chute! au *Petit Journal*... Et d'autres petits coins: le groupe de Borduas et de *Refus global* (1948), puis *Cité libre* à partir de 1950, et aussi des catholiques d'esprit ouvert, *La Nouvelle relève*, dans les années 40, laquelle n'était cependant pas une revue sociale.

En somme, en divers lieux, des individus, seulement des individus, indépendants, ou rassemblés dans certaines organisations. Ce n'est pas beaucoup. Cependant, il faut le souligner, en réalité, la critique, la grande critique, convergente, est alors décidément commencée et ceci est capital. Mais on n'est pas encore vraiment conscient de cette espèce de commencement historique.

Madeleine Parent, opposante de la première heure, continue encore aujourd'hui à affirmer ses convictions sur toutes les tribunes, en lien étroit avec les organisations syndicales, les groupes féministes et populaires.



Les syndicats avaient tout précédé

Pourtant, dans les syndicats, on ne le dira jamais assez, l'action contestataire avait commencé bien avant. Les personnes qui, dans les années 40 et 50, ont pris la direction du mouvement et l'ont aidé à porter beaucoup plus loin ses efforts ne l'ont pas créé, ce mouvement. Les ouvriers avaient agi, agissaient. Ce n'était pas seulement l'affaire de quelques esprits libres. Les travailleurs combattaient depuis longtemps. Souvent faiblement, mais parfois d'une manière virulente. On m'a répété que dans l'industrie de la chaussure, entre autres, au cours des années 20, les ouvriers réglaient souvent leurs problèmes sur le trottoir. Et ils les réglaient de cette façon au coup par coup. Puis à Sorel et dans l'industrie textile, il y avait eu les grandes grèves de 1937. Philippe Girard en sait long là-dessus. Les ouvriers ont précédé tout le monde dans la modernité, dans le refus. Dans la remise en question des dominants. Et au-delà des phrases ronflantes, très en honneur dans une société qui se payait de mots. Ils ne faisaient pas comme d'autres, ils allaient au but.

Les ouvriers surtout

Je me suis vite rendu compte de ça en 1950: les ouvriers savaient ce qu'ils voulaient, eux - et pas mal plus que les cols blancs, dois-je d'ailleurs dire. Dans les usines et les mines, donc, plus que dans les services et les bureaux. Moins chez les personnes instruites et davantage chez celles qui ne l'étaient pas autant. Au demeurant, chez les ouvriers mêmes, plus dans l'industrie lourde que dans l'industrie légère. C'était ainsi. Il s'agissait d'un phénomène de force et d'autorité naturelles, je crois bien. De sorte que les assemblées ouvrières, surtout dans la grosse industrie, étaient pas mal moins hésitantes, plus volontaires et moins verbeuses que les autres.

Mon propre état de conscience, en 1950, 1952, importe peu, bien entendu, mais il peut être révélateur du climat qui régnait dans nos groupes. Qu'est-ce qui me faisait marcher? Ce n'était pas, quant à moi, mes lectures politiques. Je n'avais pas de formation idéologique. Je me sentais à gauche par inclination, voilà tout. La réalité et mon tempérament, non pas les livres, m'orientaient à gauche. À la CTCC (CSN), il n'y avait pas alors d'orthodoxie, en pratique, malgré la pensée officielle de la centrale, qui se réclamait de celle de l'Église. Comme à *Cité libre*, nous nous sentions libres à cause d'une certaine indépendance d'esprit par rapport à la société qué-

«Les ouvriers ont précédé tout le monde dans la modernité, dans le refus. Dans la remise en question des dominants. Les ouvriers savaient ce qu'ils voulaient, eux - et pas mal plus que les cols blancs, dois-je dire. Dans les usines et dans les mines, donc, plus que dans les services et les bureaux.»



bécoise d'alors. De plus, nous nous sentions libres parce que nous ne nous intéressions pas à l'argent. Libres aussi parce que nous n'envisagions pas une «carrière».

Enfin de vraies questions!

À la revue *Cité libre*, nous nous posions vraiment des questions comme celle-ci, peu répandue à cette époque au Québec: «*Qu'est-ce que nous devons, NOUS, vraiment penser?*» Cette revue était en ce temps-là un des rares lieux où cette question élémentaire et capitale sous-tendait réellement les discussions. Mgr l'archevêque de Montréal, nous l'apprîmes un jour, s'en effaroucha. Il est clair qu'elle était tout à fait contraire à l'esprit que la société dominante voulait entretenir.

Or, je découvris, au même moment, en 1950, qu'une question analogue ou identique régnait à la CTCC. Une même liberté animait ses dirigeants. Un même esprit d'indépendance. Mais dans le domaine de l'action. «*Qu'est-ce que nous voulons, NOUS, vraiment faire?*» Nous. Non pas les autres. Non pas les «élites». C'est-à-dire sans égard à ce que la société dominante, Duplessis, les compagnies, certains curés, les intérêts d'argent, la politicaïlle en général, et tout le bataclan, voulaient, eux, que nous fassions, ou que nous ne fassions pas.

Alors voilà. En 1950, je suis arrivé dans ces deux lieux qu'on pourrait qualifier de libérés. Nous vivions dans du temps neuf. Ce n'était pas courant au Québec à l'époque. C'était même l'exception. □

C'est toute la population de Sorel qui était en grève, en 1937. Tout le monde voulait se syndiquer: ouvriers, marchands, barbiers, commis, cultivateurs, scieurs de bois, tout le monde, à part les gens de la Clique Simard, évidemment.



Les idées de ce temps-là

En 1950, j'étais loin d'être féru d'idéologie. Je ne le suis jamais devenu non plus. Si moi, petit-bourgeois de naissance, je me suis retrouvé à gauche et syndicaliste profondément engagé, ce n'était pas à cause de mes lectures. Dans ma vie, je n'ai jamais épousé de système de pensée. Je ne savais pas alors très consciemment pourquoi je ne me laissais pas gagner par tel ou tel système clos. J'y étais mal à l'aise. Plus tard, je me rendis compte d'une chose: je voyais trop de gens désapprendre à penser, puis déraisonner tout à fait à cause de doctrines rigides ou mal conçues auxquelles ils avaient fini par obéir comme des machines.

Les vieux systèmes

J'ai observé pareille aberration maintes fois dans la société québécoise. Par exemple, un certain catholicisme québécois de 1950 était un système raide, volontariste, contraignant, abstrait, totalitaire, morbide. Il véhiculait une morale étrangement mécanique et despotique, devenue l'ennemie de la spiritualité même et de la simple santé psychologique.

J'ai déserté ce mauvais système vers ce temps-là. Mais il y avait bien d'autres prisons. Le vieux nationalisme de cette époque, ayant d'ailleurs partie liée avec le conservatisme absolu de l'Église québécoise, conservait avec elle, à sa demande et à son exemple, une société sclérosée. Cela devenait mortel. C'est ce que nous avons combattu à la revue *Cité libre* dès 1950, précédant de dix ans la Révolution tranquille.

Les nouveaux systèmes

Mais en fait de systèmes, il n'y avait pas seulement les vieux systèmes. Il y en eut de nouveaux, qui prétendaient tout bouleverser et faire un monde entièrement renouvelé. Je pressentais ce que cette prétention avait d'exorbitant et de faux.

Je ne parlerai pas du surréalisme philosophique, parce que ce n'est pas ici l'endroit. Mais il y eut également le marxisme. Pas davantage je n'ai pu tomber dans le marxisme, même si l'action syndicale s'inspirait assez de la lutte des classes et que je m'en inspirais moi-même.

Nous sommes cependant devenus socialistes. Enfin, pour mieux dire, quelques-uns le devinrent. Vers 1954. Ce n'était pas la même



«Si moi, petit-bourgeois de naissance, je me suis retrouvé à gauche et syndicaliste profondément engagé, ce n'était pas à cause de mes lectures. Dans ma vie, je n'ai jamais épousé de système de pensée», avoue Pierre Vadeboncoeur, que l'on voit ici alors qu'il venait saluer les délégués au congrès de la CSN, en 1984.

chose, c'était une pensée appuyée non sur une idéologie dogmatique mais sur une pratique tâtonnante et démocratique, comme en Suède et comme la pratique syndicale elle-même.

Il est vrai que pas mal plus tard, vers 1971 et 1972, nous avons laissé quelque peu dériver tout cela vers le marxisme, peu réalistement, par permissivité, par faiblesse, par imprécision, par manque de rigueur. (J'ai eu ma part de responsabilité dans cette histoire). Ce n'est pas ce que nous avons fait de mieux. D'autant que le marxisme dont il s'agissait en était une variété particulièrement «déconnectée».

À cette occasion, le contact avec la réalité a commencé à se relâcher. J'ai vu par la suite toutes sortes de choses, par exemple de soi-disant marxistes traîner, tirer, pousser tel syndicat dans une grève perdue d'avance à cause des mots d'ordre de lutte!... L'irréalisme finissait par régner en maître. Mais un jour, plus tard, on me l'a raconté, Roger Valois, dénonçant cet irréalisme, a inventé ces deux formules percutantes qu'il faut graver dans les mémoires: «À force de vouloir des syndicats rouges, on va finir par avoir seulement des syndicats jaunes!» Et: «La lutte de lignes nuit à la ligne de lutte!» La classe ouvrière de Sorel venait de parler! Et le bon sens. Sauf donc une exception, nous avons navigué pendant des décennies en évitant les écueils des systèmes. Mais revenons à mes vieilles histoires de 1950 pour reprendre la description des idées de la CTCC.

«Un pied dans la tradition, un autre dans la «révolution». Nos idées avaient des visages, c'étaient les visages des travailleurs dont nous voulions avec eux-mêmes la libération. Notre pensée s'appelait aussi combat, raison, dignité, justice, refus de l'arbitraire, rejet de la domination, démocratie.»

Une pensée peut-être approximative mais féconde

La réflexion était libre et chercheuse. Nous n'étions pas des idéologues, ni des disciples d'idéologues. La doctrine sociale de l'Église était comme un monument parmi nous mais nous laissions là ce monument comme les Britanniques laissent la monarchie parmi eux sans s'en occuper. Mais, s'il n'y avait pas d'idéologie, en revanche il y avait une pensée.

Elle était avant tout de caractère pratique et moral, inspirée d'un idéal politique et social à la fois chrétien et socialiste. Une pensée en action, une justice en marche. Une liberté aussi, qui perçait à travers les paralysies nationales de l'époque. Un pied dans la tradition, un autre dans la «révolution». Nos idées avaient des visages: c'étaient les visages des travailleurs dont nous voulions avec eux-mêmes la libération. Notre pensée s'appelait aussi



«Cette pensée était comme un code non écrit...La souveraineté du syndicat local par rapport à la centrale. La souveraineté de l'assemblée générale dans le syndicat. Le respect des pratiques démocratiques à tous les échelons. La volonté de dire la vérité aux membres.» Ici, les travailleurs de l'usine Abitibi-Price d'Alma (FTPF-CSN) participent à une assemblée générale pendant leur grève en 1973.

combat, raison, dignité, justice, refus de l'arbitraire, rejet de la domination, démocratie.

Mais il y avait aussi la pensée syndicale proprement dite, précisée par Picard, Marchand et bien des militants et permanents avec ou avant eux. Cette pensée était comme un code non écrit, ou bien inscrit pour une partie dans les constitutions syndicales. La souveraineté du syndicat local par rapport à la centrale. La souveraineté de l'assemblée générale dans le syndicat. Le respect des pratiques démocratiques à tous les échelons. La volonté de dire la vérité aux membres. La plus grande liberté laissée aux membres dans les discussions et dans les votes. Le moins de charriage possible. J'ignore jusqu'à quel point ces principes furent respectés partout dans les faits, mais indubitablement, c'est le climat qu'on respirait dans la centrale. Et voici encore autre chose. L'autorité de la base sur les superstructures. L'autorité de la base et des militants élus sur les permanents. Ce dernier principe était considéré comme fondamental par tout le monde y compris les permanents. Jean-Paul Geoffroy, conseiller syndical à l'époque, fut la personne dont je considérais la réflexion sociale, syndicale et politique comme la plus profonde. Il me disait en substance ceci, sur cette question: *«Nous autres, les conseillers, les permanents non élus, nous sommes de simples instruments de la classe ouvrière. Nous ne devons pas nous prendre pour autre chose. Les permanents apportent leurs connaissances et compétence personnelles, mais ce sont des instruments. Le mouvement syndical, c'est les travailleurs»*. □



Geoffroy

J'ai commencé à évoquer pour vous la pensée de la CTCC (CSN) d'il y a quelque quarante ans. Autant continuer. L'idéologie systématique y comptait pour peu, comme je le soulignais. C'était avant tout une pensée pratique en évolution constante et aussi une pensée relevant d'une morale ample et authentique, le tout joint à des principes de démocratie syndicale exprimés dans les constitutions des organismes, plus une certaine vision de la dynamique révolutionnaire universelle. Un nom a surgi sous ma plume à la fin de mon dernier article: Jean-Paul Geoffroy. Son exemple des années 50 est demeuré vivace dans mon esprit. D'ailleurs, Geoffroy est resté pour moi un ami.

«Il me faisait penser à Saint-Exupéry, avec qui il avait d'ailleurs une certaine ressemblance physique. Je l'appelais le "Saint-Exupéry du syndicalisme".» Jean-Paul Geoffroy est aujourd'hui juge en chef du Tribunal du travail. Il a servi la cause des travailleurs à la CTCC-CSN pendant près de vingt ans. On le voit ici, en mars 1959, alors qu'il se présentait au poste de police #10, à Montréal, pour rencontrer des militants arrêtés au moment de la grève à Radio-Canada.

La vraie pensée de la CSN était très incarnée dans des personnes. Elle ne s'en distinguait pas comme aurait pu s'en distinguer un simple système d'idées. Elle était toute fondue dans une mentalité et aussi dans un style de vie. Justement, Geoffroy. Puisque la pensée, à la CTCC, n'était guère abstraite mais plutôt quelque chose de vécu dans les faits et porté par des personnalités, dirigeants de préférence notre attention sur un de ces témoins en qui s'incarnait l'inspiration de la centrale. Cela nous en apprendra peut-être davantage. Car, pour ce qui est des idées, elles tenaient finalement à un ensemble de vues assez globales: la «justice» et la «charité» de la doctrine sociale de l'Église, l'exemple historique des luttes ouvrières en Occident depuis un siècle, une critique du capitalisme telle qu'on pourrait la qualifier de socialisante ou



de socialiste*, la connaissance du passé syndical québécois et américain depuis surtout 1935 environ, la grève de l'amiante qui avait servi de catalyseur à une prise de conscience sociale particulièrement vive en 1949, des lectures personnelles, l'influence du catholicisme social pour certains, et aussi, chez d'autres et quelquefois les mêmes, l'exemple universel de la gauche communiste et de la révolution sociale en marche dans le monde.

Un portrait

Geoffroy. C'est embêtant, car il va falloir dire ce que je pense. Je ne suis pas sûr qu'il trouvera cela bien de son goût. Armons-nous donc du courage nécessaire et essayons d'évoquer un peu ce quidam-là.

Jean-Paul Geoffroy est la personnalité la plus profondément intégrée que j'aie connue, dans le sens que l'on va voir ici. C'est ce qui me frappait déjà dans nos jeunes années. (Je parlerai au passé. Ce sera plus facile.) Chez lui, l'action, la pensée, la générosité du tempérament, le sens de l'humain, tout cela était chez lui pratiquement indissociable, fondu ensemble, nullement abstrait. Il était l'exemple-type de ce que je décrivais plus haut: une pensée toute nourrie de sentiments humains, mêlés à une philosophie complètement assimilée et vécue. Un sens égal de l'absolu et du relatif. Aussi une bonne information de base, un bon savoir des grands courants his-

Sur cette photo d'époque (1952) on peut reconnaître, de gauche à droite:

Yvette Giroux-Baumans, secrétaire du service juridique, Pierre Vadeboncoeur, Gérard Pelletier, journaliste au *Travail*, plus tard ministre et ambassadeur, et Jean-Paul Geoffroy.



toriques et actuels de l'action sociale dans le monde, mais information et savoir tout assimilés chez lui à une pensée très personnelle et très autonome par rapport à ces sources. Une modestie de la pensée, je dirais. De la pondération dans les avancés. Une réflexion continue (c'était frappant: même dans le feu de l'action, une certaine lenteur tout intérieure et toute visible signalait chez lui le fond méditatif).

Marchand avait remarqué Geoffroy dès sa sortie de l'université. Celui-ci fit part à Marchand de son désir de travailler comme employé de la centrale. Cependant, bénéficiaire d'une bourse d'étude pour l'Europe, Geoffroy devait partir pour deux ans. Marchand consentit à ce départ et lui garantit pratiquement une place. Il avait une telle confiance dans cette recrue qu'il l'adjoignit à la direction générale de la grève dans l'un des centres de cette grève: à Asbestos, je crois. C'était un poste de grande responsabilité pour un homme aussi jeune et d'aussi peu d'expérience.

En France, Geoffroy avait été proche du groupe Économie et humanisme et du Père Lebreton. Il en fut sans doute influencé. Catholicisme de gauche, humanisme, pensée non figée dans des formules «scientifiques» rigides et péremptives, esprit de recherche: il ne faut pas oublier qu'en France, le catholicisme social de gauche fut très fécond dans notre siècle, comme il semble l'être politiquement de nos jours en Pologne. Pensée riche par ses

* Cependant, il ne faut pas chercher ce dernier aspect dans la doctrine «officielle» de la CTCC à l'époque. Elle n'y est pas.

Un an après le déclenchement de la grève des réalisateurs de Radio-Canada, le 29 décembre 1959, les principaux leaders syndicaux se réunissaient pour souligner l'événement. On reconnaît dans l'ordre habituel l'écrivain Marcel Dubé, président de la Société des auteurs, Jean-Paul Geoffroy, Fernand Quirion, président de l'Association des réalisateurs et Pierre Boucher, président de l'Union des artistes. Trente ans plus tard, Marcel Dubé rappelle avec un très grand respect les longues séances de négociation avec Radio-Canada, alors que Jean-Paul Geoffroy agissait comme porte-parole syndical.

sources, il donna par exemple la centrale CFTC devenue par la suite CFDT, Emmanuel Mounier et la revue *Esprit*, l'expérience des prêtres-ouvriers, etc.

Geoffroy n'était pas un théoricien. Il participa cependant dès le début à la revue *Cité libre*, qui n'était pas d'ailleurs une revue de théoriciens. Il prenait part aux réunions du groupe, y contribuant de sa réflexion, mais il n'écrivit jamais qu'un seul article: *Le procès Rocque: une abstraction*.

Une pensée, une présence

Geoffroy n'écrivait pas. J'ai donc ici le problème de montrer la qualité de sa pensée, qui était semblable à la grande qualité de sa présence et de même racine. Il n'y a rien d'écrit. Il faut en avoir été témoin. Je dis «témoin», car la pensée de Geoffroy, d'une certaine façon, ne se distinguait pas de ses actes, de sa manière, de sa «présence».

Il me faisait penser à Saint-Exupéry, avec qui il avait d'ailleurs une certaine ressemblance physique. Je l'appelais le «Saint-Exupéry du syndicalisme». Comme chez Saint-Exupéry mais dans un tout autre domaine, sa pensée était en rapport étroit avec sa propre humanité. Elle exprimait aussi, comme chez l'écrivain, une relation incessante avec les êtres. Elle était par là toujours sensible, toujours sentie. Mais elle exprimait aussi une relation vivante avec les choses, par exemple les situations concrètes, les réalités vécues du syndicalisme, de la même façon que chez Saint-Exupéry l'expérience du métier d'aviateur. Elle se faisait à mesure. Elle se déroulait devant nous comme une expérience du moment même. Il fallait pour cela l'amener à parler.

J'en ai été témoin quelquefois dans de petits groupes, alors que, mis en confiance, Geoffroy s'épanchait de ses idées, si l'on peut parler d'épanchement à propos des idées (mais c'est très précisément ce qu'il faisait), se mettant à réfléchir tout haut, à méditer tout haut. Il me pardonnera, mais c'était prodigieux d'éloquence et de contenu. D'une éloquence pour très petit auditoire, cinq ou six personnes, mais c'était extraordinaire. Malheureusement, il n'est pas très porté à ce genre d'exposition.

C'est dans ce que j'appellerais ce commentaire de la justice, de l'humanité, du combat et des amples changements sociaux rêvés qu'il nous était parfois donné de toucher pour ainsi dire la pensée de la CTCC, pensée qui était avant tout un esprit. □



Une conscience

«En 1965, la centrale avait confié à Pierre Trudeau le soin de préparer un mémoire sur la question constitutionnelle. C'était moins un mémoire qu'un pamphlet virulent contre l'indépendance du Québec. Nous fîmes des représentations auprès de Marcel Pepin, le nouveau président.»

Vadeboncoeur, L'Heureux et Geoffroy réussirent à le convaincre. *«Ce mémoire fut remplacé par un autre.»* Pierre Trudeau, à cette époque, faisait partie du Groupe de recherches sociales. On le reconnaîtra ici avec, entre autres, Marc Lalonde.

Je vais encore parler un peu de Jean-Paul Geoffroy en parlant de la CTCC. Mais qu'il se rassure: après cet article, je lui fiche la paix. Il y a des exemples, rares, qu'il ne faut pas laisser s'effacer. Geoffroy n'a rien écrit, comme je l'ai déjà dit. Il faut donc compléter.

Je ne me souviens pas des idées de Geoffroy par le détail, pour l'époque dont il est ici question. Mais ces idées étaient quand même bien déterminées et leurs grandes lignes, elles, étaient précises: pensée sociale, pensée syndicale, pensée politique, pensée religieuse. Il s'agissait d'une pensée orientée, ouverte, chercheuse. Et réaliste. J'ajouterais également ceci: Geoffroy a toujours senti que la politique, que la politique sociale, que l'analyse politique et sociale, ne sont pas, ne doivent pas être indépendantes d'un sens spirituel et moral. Cette exigence est dans sa nature profonde.

Aujourd'hui, on voit nettement, par l'exemple des pays de l'Est, à quoi conduisent des idées très systématiques, d'une part, et d'autre part des conceptions vidées d'au moins deux traditions: la tradition des libertés, représentée par la démocratie d'Occident, et la tradition morale et spirituelle, pour nous de source chrétienne. Mais en 1952 ou 1953, alors que, même selon Geoffroy de ce temps-



là, un certain espoir semblait «luire à l'Est», ce n'était pas si clair. Pourtant, ce qui était clair pour lui, c'était la nécessité de ne rien sacrifier de valable, particulièrement la conscience morale, la conscience religieuse aussi, car il était croyant et humaniste. Croyant, il l'est toujours, je pense. Protéger cela ne relève pas pour lui d'un «devoir» abstrait. Ces diverses dimensions faisaient partie de ce qu'il était lui-même dans toutes ses fibres. En lui, il y a d'abord une pensée riche, directement tributaire de plusieurs éléments authentiques, humains et peu compliqués (comme chez Saint-Exupéry): la solidarité envers l'humanité et les êtres, la rectitude, la justice, le sens de la réalité pratique; le besoin de vérifier sans cesse le caractère vraisemblable d'une idée, l'efficacité d'une décision et la valeur d'une cause. À cela s'ajoute un sens très naturel et vrai de la fidélité... fidélité non seulement envers ses engagements, mais envers ce que je viens de dire: réalisme, qualités nécessaires de la pensée, qualités morales essentielles.

Ici, un aveu. Je me suis toujours senti un peu mal assuré devant cette densité, devant cette pensée patiente, manifestée lentement, soit à propos

«Geoffroy n'estimait pas le capitalisme. Il cherchait à travers certaines expériences en cours dans le monde, par exemple le socialisme empirique, démocratique et non dogmatique, des réponses susceptibles de s'appliquer progressivement et d'humaniser l'économie, la politique, les relations de travail, la société.» En 1964, il accompagnait Jean Marchand lors de la présentation d'un mémoire à la Commission d'enquête sur la fiscalité présidée par M. Marcel Bélanger.



de problèmes concrets et sur lesquels il fallait prendre une décision, soit à propos de philosophie ou d'idées politiques. Instinctivement, je cherchais auprès de cet ami, qui était un peu mon maître, confirmation de telle ou telle de mes idées. Celles-ci devenaient plus fermes ensuite, si elles obtenaient cet appui.

Le socialisme de Geoffroy

Il n'estimait pas le capitalisme. Il cherchait à travers certaines expériences en cours dans le monde, par exemple le socialisme empirique, démocratique et non dogmatique, des réponses susceptibles de s'appliquer progressivement et d'humaniser l'économie, la politique, les relations de travail, la société. Il réfléchissait beaucoup, à même et à partir de son travail syndical quotidien. Cette attitude méditative est à peu près constante chez lui. Sans qu'il s'en rende compte, cela se reflète de manière caractéristique dans sa physionomie.

Dans le syndicalisme de chaque jour, il apportait la même conscience, la même attention. Ses attitudes syndicales étaient d'une authenticité sans faille. Il cherchait par le syndicalisme à contribuer, ne fût-ce qu'un peu, à une longue transformation des sociétés. De plus, il incarnait certaines données de ce syndicalisme, il en était lui-même une sorte d'exemple: respect des assemblées, de l'autonomie de la base, de la liberté des débats, de la démocratie.

La question nationale: un épisode

Geoffroy a toujours été patriote. Mais au début des années cinquante, la question du Québec n'était pas encore posée comme elle le devint dans la décennie suivante.

Or, pas mal plus tard, en 1965, survint quelque chose de sérieux, susceptible de lier la CSN à une option politique sur laquelle les jeux n'étaient nullement faits dans la population. La centrale avait confié à Pierre

Trudeau, qui n'appartenait pas au mouvement, le soin de préparer un mémoire sur la question constitutionnelle. Trudeau, très peu de temps avant de sauter dans la politique fédérale, rédigea en effet un projet de mémoire qui, sauf erreur, fut accueilli favorablement par les diverses instances de la CSN et par les autres centrales.

C'est vers ce temps, fort tardif, que Geoffroy, André L'Heureux et moi prîmes connaissance de ce document extraordinaire. C'était moins un mémoire qu'un pamphlet virulent contre l'indépendance du Québec. Ce papier n'avait pas beaucoup de bon sens. À notre avis, la question constitutionnelle appartenait au peuple dans son ensemble et les syndicats n'avaient pas à prendre les devants prématurément et quasi sans réflexion sur ce problème, sans se soucier de ce que pourrait en penser le gros de la population dans les années qui suivraient, au risque de se trouver complètement en porte-à-faux avec le peuple à un moment donné.

J'étais, pour ma part, devenu indépendantiste environ deux ans auparavant, mais, pour ce qui est de Geoffroy et de L'Heureux, je ne me rappelle pas ce qu'ils pensaient alors sur cette question précise. En tous cas, il fallait que la CSN réserve davantage l'avenir et prenne le temps aussi d'examiner longuement les choses. Cette position était évidemment plus raisonnable.

Nous fîmes des représentations auprès de Marcel Pepin, le nouveau président. Celui-ci était alors fédéraliste. Il nous écouta avec attention, malgré la situation presque irréversible dans laquelle les centrales s'étaient mises. Il nous avertit que nous aurions fort à faire pour le convaincre. Avec beaucoup d'honnêteté, il décida de consacrer deux jours entiers à cette discussion avec nous, à laquelle participa un constitutionnaliste alors professeur de droit, Jacques-Yvan Morin. La discussion fut longue et serrée. Après avoir amplement réfléchi lui-même, Pepin, enfin convaincu du peu d'opportunité du mémoire de Trudeau, accepta d'entrer dans un processus de révision à la CSN et avec les autres centrales.

La fin de cette histoire, c'est que ce mémoire fut remplacé par un autre, qui justement n'engageait pas irrémisiblement le mouvement syndical face à une opinion publique mouvante, dans des choix qui pourraient de toute façon n'être faits que plus tard, si jamais on en venait à la conclusion qu'il fallait se situer de manière plus catégorique dans le débat constitutionnel.

C'est Geoffroy qui nous avait alertés. Son bon sens et son aptitude à une analyse tenant compte des données les plus profondes et les plus étendues d'une situation comptèrent pour beaucoup dans le résultat. □

Au moment de la construction de l'ancien siège social de la CSN sur la rue Saint-Denis, au milieu des années 60: Jean-Paul Geoffroy, à gauche, qui occupait la fonction de secrétaire général adjoint, écoute avec Robert Sauvé et Marcel Pepin les explications d'André L'Heureux, qui sera vice-président de la CSN de 1976 à 1980. On remarquera que toutes les affiches commerciales, sans exception, sont unilingues anglaises, dans un quartier à forte concentration francophone.



Une force

Je vous ai quittés la dernière fois en rappelant un épisode où Marcel Pepin, nouvellement président de la CSN, joua un rôle décisif et salutaire. Vous vous rappelez? Le «mémoire» de Trudeau, en 1965, que Pepin accepta de réexaminer et d'écarter après une longue discussion. Ayant donc commencé de parler de Pepin, voici l'occasion de poursuivre. Il y a longtemps que je souhaite évoquer cet ami. L'année dernière, je m'étais fait une espèce de règle de ne pas écrire sur des gens encore en pleine carrière, règle que j'ai à peine enfreinte alors. Mais voici le moment d'abandonner cette excessive réserve, par exemple à propos de certaines personnes qui ne sont plus à la CSN.

Au printemps de 1965, peu de semaines après le départ de Jean Marchand envolé vers d'autres cieux à Ottawa, Pepin fut élu à la présidence de la CSN. J'étais tout à fait heureux de ce choix et je n'ai certes pas changé d'opinion. Pepin allait, après Picard, tout de suite après Marchand, continuer la série des grands présidents de la centrale.

Il appartenait à une famille ouvrière qui vivait dans le quartier Saint-Henri à Montréal. Il put s'instruire et termina ses études à la Faculté des sciences sociales de l'université Laval à Québec, en 1948 je crois. J'ai tout de suite un témoignage sur lui et je le tiens de ma femme, alors étudiante à l'école de Service social de la même faculté. Elle faisait partie d'un groupe d'amis qu'ils fréquentaient tous deux. D'après ce témoignage, Marcel parlait quelquefois de son père, ouvrier tanneur, qu'il admirait. Et lui, le fils, dont la sincérité a toujours été évidente, disait qu'il voulait vouer son existence à la classe ouvrière. Il a strictement tenu parole. Il n'a pas dévié d'un centimètre. On admire les gens qui tiennent absolument parole. Il n'a jamais renié sa classe. Il l'a toujours aidée.

Dès ses études terminées, Pepin entra au service de la CTCC. Je l'ai à son bureau à Montréal et pour la Fédération des secrétaires gé-

tudes terminées, Pepin entra au service de la CTCC. Je l'ai à son bureau à Montréal et pour la Fédération des secrétaires gé-

tudes terminées, Pepin entra au service de la CTCC. Je l'ai à son bureau à Montréal et pour la Fédération des secrétaires gé-

«C'est un bloc. Pas moyen de le bouger. On peut certes, en discutant quelque chose, l'amener à modifier son opinion, car il est ouvert. Mais pour la force de caractère, la vigueur du jugement, la cohérence, l'esprit de suite et de conséquence dans une action, personne à ma connaissance n'a jamais démontré plus de robustesse.»



Marcel Pepin est issu de la Faculté des sciences sociales de Laval. *«Il appartenait à une famille ouvrière qui vivait dans le quartier Saint-Henri. Marcel parlait quelquefois de son père, ouvrier tanneur, qu'il admirait. Et lui, son fils, dont la sincérité a toujours été évidente, disait qu'il voulait vouer son existence à la classe ouvrière. Il a strictement tenu parole.»* On le voit à la gauche de la photo.

L'homme qui ne se croyait pas fort

Mais ici je n'écris pas l'histoire de sa vie ni même celle de sa carrière syndicale. Je ne voudrais pas, ligne après ligne, mentionner seulement une succession de faits. Il s'agit d'évoquer quelqu'un. Cet homme a été une des premières figures de l'histoire syndicale du dernier quart de siècle, non seulement au pays mais aussi sur le plan international car il fut président de la Confédération mondiale du travail.

Coupons au plus court. Comme je fais toujours afin de photographier en quelque sorte sur le vif un personnage, voyons tout de suite, par l'intuition et d'une manière un peu désordonnée, ce que je pense spontanément de lui, ce qui me vient à l'esprit sans crier gare. Qu'est-ce que je vois, en 1965, quand il réfléchit à la suggestion qu'on lui fait, que je lui fais aussi, de succéder à Marchand, lequel vient de quitter la présidence et la CSN? Un type qui doute de lui-même pour ce poste. Quelqu'un de pas mal d'expérience pourtant et qui a fait ses preuves abondamment, en plus d'avoir été secrétaire-général. Un négociateur. Un réaliste, dans l'action concrète. Quelqu'un de très intelligent. Je découvrirai davantage, chemin faisant, entre autres, son intelligence pratique.

Mais il doutait. Même deux ans plus tard, bien qu'il ait déjà fait sa marque comme président, il s'interroge, il est loin de se considérer comme exceptionnel, il entretient des doutes, comme je le dis.

Je me trouve à Genève au printemps de 1967 pour quelques semaines, comme un des représentants syndicaux du Canada à la conférence annuelle du Bureau international du travail, délégué de la CSN. Pepin arrive aussi à Genève où il a affaire. Nous passons à quelques reprises des heures ensemble, en dehors du travail, à bavarder, à examiner certains problèmes, mais à rire aussi, car Marcel, malgré l'air très sérieux qu'il a d'ordinaire, adore rigoler, ce qui n'est pas connu du grand public,...

et Dieu sait si nous l'avons fait! Il a assez d'humour, d'ailleurs, pour être amusant même quand il est sérieux... Or, à Genève, au cours d'une de nos longues conversations amicales, à un moment donné, croyant se juger, Marcel me dit sincèrement: *«Tu sais, moi, je ne suis pas quelqu'un de fort»*. Pas quelqu'un de fort?... Voilà justement que j'étais convaincu du contraire. Tout au cours des années, ma conviction, du reste, n'a fait que s'accroître. C'est un bloc. Pas moyen de le bouger. On peut certes, en discutant quelque chose, l'amener à modifier son opinion, car il est ouvert.



Mais pour la force du caractère, la vigueur du jugement, la cohérence, l'esprit de suite et de conséquence dans une action, personne à ma connaissance n'a jamais démontré plus de robustesse.

Dans les réunions, il écoutait beaucoup, il était très attentif. Sa faculté d'attention est remarquable. Il peut suivre pendant des heures une discussion sans en perdre un mot. Il retient tout l'essentiel. Il est doué, je crois, d'une excellente mémoire. Après une conversation, il peut, en résumant et commentant les opinions, vous resservir ce que vous avez dit et quelquefois par ce moyen vous mettre en boîte... Ça, c'est le négociateur. Négociateur redoutable, logique, capable de synthèse et d'analyse, apte à retourner le propre argument de l'adversaire contre ce dernier. Négociateur patient, constamment calme, à qui rien n'échappe, qui n'indispose personne, qui met à profit toutes les ouvertures. Une chose me frappait: son aptitude à raisonner, à dégager des angles susceptibles d'être agréés par l'adversaire et ainsi d'effriter ses positions. Il ne se lassait pas. Il revenait à la charge. Il avait l'art du compromis avantageux. Et je dois dire une chose: sa négociation, contrairement à celle de certaines personnes qui pensent négocier simplement en se braquant -la négociation par ultimatums ininterrompus -, avait cette qualité essentielle: toujours, en son for intérieur, Marcel Pepin, qui négociait pourtant avec la volonté de forcer l'adversaire à céder ce qu'il fallait, tendait vers une issue du conflit. Avait-il appris cet art, cette lucidité, ce réalisme, cette intelligence expérimentée, de Gérard Picard, qui avait été aussi un très bon négociateur? En tout cas, Pepin possédait ces dons et ce savoir-faire à un degré remarquable. □

En mars 1966, au Patro Roc-Amadour de Québec, Gilles Vigneault était venu lancer une nouvelle chanson devant environ 7000 fonctionnaires survoltés, qui venaient d'accepter les termes d'une première convention collective. *«Je vous entends demain parler de liberté»*, avait-il chanté. Raymond Parent, qui fut secrétaire général de 1968 à 1972, est au centre de la photo.



Un nouveau départ

Vers 1964, Marchand, qui avait un pied dans le syndicalisme mais l'autre déjà dans la carrière politique dont il rêvait, était devenu un dirigeant syndical un peu faible et ambigu. Ce n'était plus le Jean Marchand de 1949, tout feu tout flamme, contestataire, inspiré. Son réalisme l'avait conduit à de drôles d'aboutissements. Plusieurs militants voyaient bien -c'était aussi mon sentiment- qu'il tendait (sans en avoir lui-même tout à fait conscience, probablement) vers une sorte de syndicalisme «d'affaires» à l'américaine, contraire à la tradition de la CTCC aussi bien qu'à l'esprit combatif qui avait caractérisé nos années cinquante.

Marcel Pepin lui succéda à la présidence au printemps de 1965. Il donna immédiatement des preuves qu'il réagirait contre cela. Au commencement, Marchand avait été fort mais il était devenu plutôt faible. Pepin n'allait pas accepter cette succession déclinante. Il ne continuerait pas ce Marchand dernière manière. Il ne laisserait pas la CSN sur cette pente indécise.

La mise à jour

On peut en effet considérer l'entrée en scène de Marcel Pepin en 1965 comme une rupture. De fait, plusieurs choses allaient bientôt changer d'esprit, c'est-à-dire reprendre dans des termes nouveaux, dans des termes des années soixante, la vigueur, le sens contestataire et la liberté critique que nous avons connus dans les années cinquante. Ce ne serait par conséquent une rupture que par rapport à ce Marchand des derniers temps et à ce qui pouvait avoir vieilli dans la centrale. Cette «rupture» équivaldrait à essayer de poursuivre sur la lancée de Picard (et de Marchand première manière) l'aventure syndicale, mais dans des termes renouvelés et contemporains.

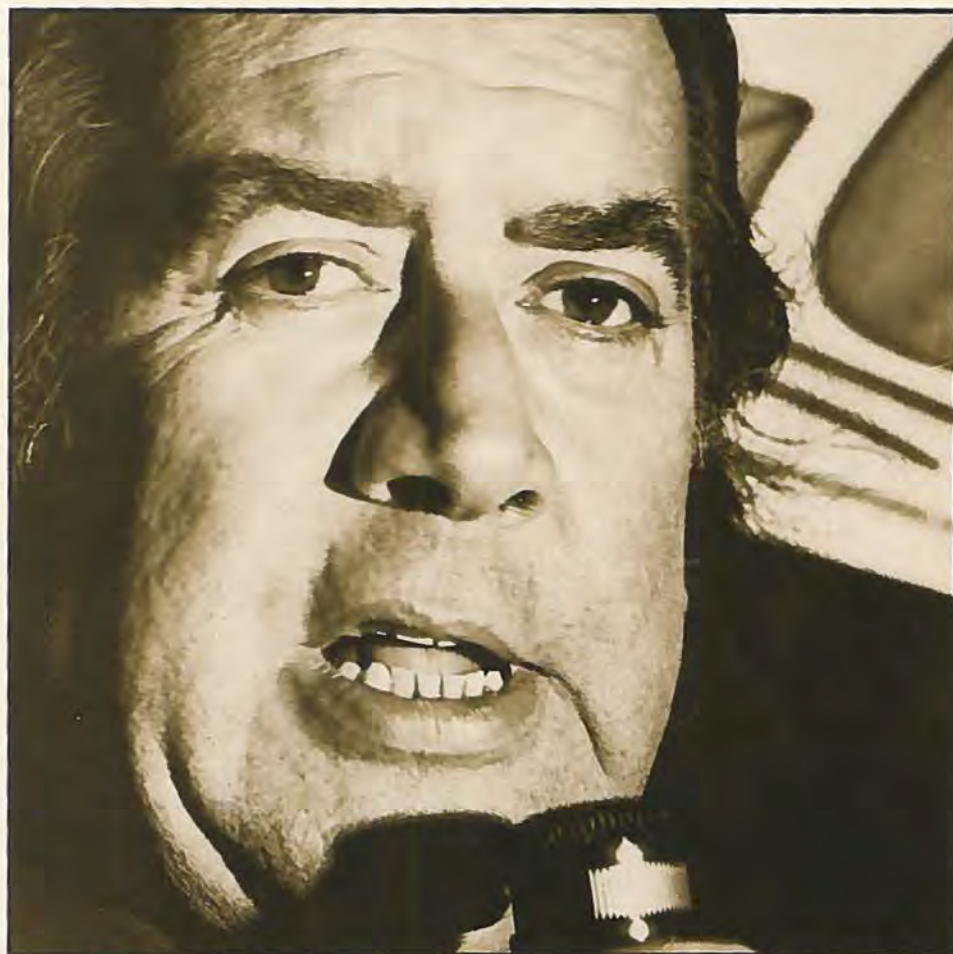
Des choses donc changeraient. La crainte excessive des conflits qui avait caractérisé le Marchand des dernières années cesserait. Les grandes négociations auraient des chances d'être menées de manière plus ferme. Marcel Pepin, de fait, fut l'homme de la situation dans les négociations du secteur public au cours des années qui suivirent, non

«Au commencement, Marchand avait été fort mais il était devenu plutôt faible. Pepin n'allait pas accepter cette succession déclinante. Il ne continuerait pas ce Marchand dernière manière. Il ne laisserait pas la CSN sur cette pente indécise.»

Sur la photo, Marchand et Pepin, alors secrétaire général, recevaient les ministres Pierre Sévigny et René Hamel au congrès de 1962.



«Le nouveau président serait un travailleur particulièrement acharné. Je le sais, j'ai vu Pepin de près pendant suffisamment d'années: il travaillait sans cesse et ses journées et semaines étaient interminables. Je n'ai jamais rencontré quelqu'un d'aussi entièrement donné à sa fonction. Une force de la nature.»



qu'il négociât lui-même, si ce n'est dans certaines circonstances, mais la centrale, en partie à cause de lui, donnerait un appui assuré et têtue.

Le nouveau président serait un travailleur particulièrement acharné. Je le sais, j'ai vu Pepin de près pendant suffisamment d'années: il travaillait sans cesse et ses journées et semaines étaient interminables. Je n'ai jamais rencontré quelqu'un d'aussi entièrement donné à sa fonction, d'aussi présent à ses responsabilités syndicales que lui. Une force de la nature. Un exemple que personne n'aurait pu surpasser à ces égards. De cette constance indéfectible se dégagent l'image et l'impression d'une solidité peu commune. La CSN s'appuyait désormais sur ce qui s'appelle une volonté.

Pareil tempérament était nouveau à la direction de la centrale. Marchand avait quelque chose de fragile, malgré sa vigueur passionnée du début. Cette fragilité s'était accentuée pendant plusieurs années avant son départ. Marchand, qui possédait certes de l'orgueil et de l'impétuosité, on aurait dit qu'il portait une blessure qu'il n'a peut-être jamais pu identifier lui-même. Il était doué d'une force mais quelque peu problématique. Il manquait de solidité profonde. Quant à Picard, celui-ci ne donnait pas une impression de masse et de volonté comme Pepin, mais plutôt (ce qui valait autant) d'une agilité, d'une sûreté de l'acte, d'une habileté, d'une subtilité, d'une intuition toujours fiable, de sorte que sa vie syndicale fut une ligne droite, féconde, progressiste, sensée et conséquente. Il avait pour ainsi dire fondé une seconde fois la CSN.

Des temps nouveaux

Avec la présidence de Pepin allait commencer une réflexion nouvelle. Picard et Marchand, comme je l'ai déjà dit, avaient pris telle quelle la doctrine sociale de l'Église mais sans trop en tenir compte si ce n'est pour ses généralités morales. Or, cette erre d'aller ne suffisait plus. D'ailleurs, à cause du flou qu'avait eu celle-ci, Marchand avait pu de bonne foi mener la CSN dans un syndicalisme qui menaçait finalement de devenir assez quelconque. Pepin n'allait pas se contenter de ça.

«Marcel Pepin, de fait, fut l'homme de la situation dans les négociations du secteur public au cours des années qui suivirent.»

Lors d'un rassemblement au Forum, en décembre 1971, on reconnaîtra Norbert Rodrigue, Yvon Charbonneau, Louis Laberge, Marcel Pepin, Micheline Sicotte et Michel Chartrand.

D'ailleurs, les temps étaient maintenant différents. La Révolution tranquille avait eu lieu. Par voie de conséquence, les gens se posaient non pas moins mais plus de questions qu'avant. Le grand questionnement de la période 1945-1965 dans la société québécoise n'avait pas pris fin une fois obtenues un certain nombre de réponses. Au contraire, les esprits étant devenus plus libres, les questions ne firent que se multiplier. La montée indépendantiste fut une des conséquences de ce dégageement. Mais il n'y eut pas que le nationalisme, car une foule de choses furent remises en question. Et puis, aux États-Unis, en France, dans cette décennie soixante, tout semblait bouger: contestation de la guerre au Vietnam, fin de la guerre d'Algérie, révolution des mœurs et des techniques, révolte étudiante, etc. Il en allait de même au Québec. Le Québec d'alors était peut-être la société la plus globalement mobile du monde, mis à part les pays où une révolution armée avait ou venait d'avoir lieu. Le syndicalisme de la CSN pouvait-il rester immobile parmi ce bouillonnement?

La réponse à cette question fut négative. Dès le début de sa présidence, Marcel Pepin se montra vraiment ouvert à la mise à jour des idées de la centrale, d'une part, et d'autre part défavorable à un syndicalisme qui, avec Marchand, avait semblé tomber dans une certaine irrésolution. Pepin apparaît tout de suite en 1965 comme un leader solide, sensible à la modernité, militant comme on l'était en 1950, désireux d'ouvrir des horizons, nullement statique, prêt à payer pleinement de sa personne. Dès ce moment, la centrale, qui risquait dans une certaine mesure de se scléroser, connut donc un nouveau départ, comme le Québec lui-même, d'ailleurs. □



Des temps troublés

«Il m'a toujours semblé que Pepin était un homme de la période 1965-1970 plutôt que de celle qui suivit, même s'il fut pleinement présent dans les deux. Il n'avait jamais été un doctrinaire mais un pragmatique, un excellent pragmatique, concret, habile, éclairé, compétent et progressiste», estime Pierre Vadeboncoeur. Sur la photo, Pepin s'adresse à des travailleurs de la construction, en 1970.

À partir de 1965, la CSN, qui antérieurement avait négligé de préciser vraiment sa propre pensée sociale, s'en remettant à celle de l'Église, se mit à se poser nombre de questions. D'ailleurs, c'était dans l'esprit de ce temps-là: les Québécois en général s'interrogeaient alors sur toutes sortes de choses, le rôle du clergé, le système d'éducation, le régime constitutionnel canadien, le développement de la haute fonction publique québécoise, le rôle de l'État québécois dans l'économie, etc.

La CSN essaya de formuler les pensées plus ou moins inexprimées qui avaient motivé son action, en particulier depuis la grève de l'amiante de 1949. L'action avait été très vigoureuse mais la pensée de la centrale avait été paresseuse. Picard, qui était futé, avait tenu, dans une époque avec laquelle il fallait composer, à stimuler l'action mais à laisser flotter les vieilles idées; autrement dit, à réveiller les vivants mais à laisser dormir les morts. En 1965, cette profonde habileté ne suffisait plus.

Le questionnement

Les temps nouveaux posaient des questions et exigeaient des réponses. D'ailleurs, un certain syndicalisme assez mou, américain d'ins-





Au congrès de 1966, Marcel Pepin innovait en présentant un rapport moral substantiel, *Une société bâtie pour l'homme*.

Il devait en produire encore cinq, jusqu'au congrès de 1976, alors qu'il quittait la présidence de la CSN. Ces rapports demeurent encore aujourd'hui des pièces de référence pour les nouvelles générations de militantes et de militants.

piration, menaçait de gagner la CSN. Mais dès 1965, cette tendance que tous ne devaient pas n'eût plus du tout d'avenir. La pensée changea en effet pas mal de choses, à ce moment crucial. Les rapports moraux de Marcel Pepin pour les congrès de 1966 et de 1968 furent préparés pendant plusieurs mois respectivement, et avec un soin extrême: *Une société bâtie pour l'homme* et *Le deuxième front*. Ce n'étaient pas des documents révolutionnaires. Ils suggéraient un certain nombre de réponses plausibles à des questions que je qualifierais d'ouvertes. Ce n'étaient ni des questions ni des réponses de doctrinaires. Ce n'était pas même de la théorie. L'esprit de la CTCC des années cinquante se continuait là. Ce qui était nouveau, c'est qu'on disait enfin noir sur blanc ce qui avait été implicite dans l'esprit et l'action vigoureuse de la décennie précédente, par exemple ceci: que les points de vue des travailleurs, dans une large mesure, ne coïncident pas avec ceux de la classe dominante; que le syndicalisme travaille à l'avènement d'une société différente de celle que produit le libéralisme économique; que l'action syndicale ne doit pas se limiter à la négociation de conventions collectives mais doit au contraire s'étendre aux domaines économique, politique, etc.

L'irruption du «gauchisme»

Il m'a toujours semblé que Pepin était un homme de la période 1965-1970 plutôt que de celle qui suivit, même s'il fut pleinement présent dans les deux. Il n'avait jamais été un doctrinaire mais un pragmatique, un excellent pragmatique, concret, habile, éclairé, compétent et progressiste. Mais vers 1970, une autre époque commençait déjà. La société québécoise, avec la Révolution tranquille, avait enfanté aussi des doctrinaires, quelques-uns d'une culture philosophique intéressante et précise, mais des quantités d'autres, parfois absurdes. Les doctrinaires sérieux, d'ailleurs, comme les autres, manquaient souvent de réalisme et, en nous influençant, nous en faisaient manquer. Chose certaine, l'extrême-gauche commençait à prendre beaucoup de place partout, dans le syndicalisme, dans les organismes communautaires, dans certains mouvements sociaux et dans les universités. Ce n'était pas un phénomène purement syndical, loin de là.

Cela pesa très lourd sur la CSN et à l'intérieur de celle-ci. Une pression idéologique s'exerçait, dont pendant quelque temps j'ai moi-même subi un peu l'influence, un peu la contrainte. Mais après la publication de *Ne comptons que sur nos propres moyens*, document marxiste, j'ai commencé pour ma part à mesurer vraiment les aberrations du «gauchisme» à la CSN

et dans le Québec en général. Dès 1973 et 1974, je l'ai dénoncé à maintes reprises dans des revues et journaux.

À partir de 1970 environ, mes souvenirs de Pepin se font plus rares. Par mes fonctions, je n'étais plus aussi proche de lui. Il continuait à présider la centrale, mais dans une période de plus en plus troublée. Les événements d'octobre 70. Les agitateurs (parfois plantés) qu'il y avait un peu partout. Le «gauchisme». La montée indépendantiste. La scission de 1972 (CSD). Les manifestations de masse dans les rues. Les négociations du Front commun de 1972. L'emprisonnement des chefs syndicaux dont Pepin, cette année-là. Le Québec était plus agité qu'on ne l'avait jamais vu. En outre, à cette époque, en très peu de temps, la CSN, victime de la scission et d'importantes défections syndicales isolées, perdit environ trente mille membres.

Pepin manoeuvrait au milieu de ces énormes difficultés d'une manière très ferme. Dans l'action syndicale proprement dite, il fut toujours de première force. J'ai cependant des réserves sur sa trajectoire idéologique de ce temps-là. Il n'est pas à mon avis aussi à l'aise dans la théorie (et dans la politique) qu'il l'est dans l'action syndicale concrète et fortement appuyée sur la tradition propre au syndicalisme.

«C'est un beau titre que celui d'homme de gauche. On s'en apercevra encore au premier détour du chemin.»

La Cour suprême du Canada ayant refusé d'entendre leur appel, les trois présidents retournèrent à Orsainville le 2 février 1973. La veille, le *Montreal Star* vint photographier Marcel Pepin dans son bureau.

Un exemple pour l'avenir

Cependant, ceci dit, il ne faut pas sous-estimer le fait que même ces choses que je discute chez lui jusqu'à un certain point contribuèrent à conserver à la CSN une certaine rigueur contestataire, une indépendance à l'égard des pouvoirs, un éloignement à l'égard de la facilité, une force non pas «gauchiste» mais simplement de gauche. De cela, on devra assez bientôt mesurer le prix dans un monde où le capitalisme triomphant partout présentera certes des dangers que le légitime enthousiasme actuel pour la liberté voile encore: l'impérialisme du Nord, la domination de classe, le développement anti-écologique, l'abaissement excessif de l'État, le libéralisme sans frein, etc. C'est un beau titre que celui d'homme de gauche. On s'en apercevra encore au premier détour du chemin. □



